

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 3  
SEPTEMBRE 2000  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION



**L'ONU, le développement et  
la Suisse - Une collaboration  
multiple et éprouvée**

Tanzanie : l'île exotique de Zanzibar,  
les neiges du Kilimandjaro  
et une bonne dose de stabilité

Le projet de développement  
est-il en voie de disparition ?  
Un débat

## DOSSIER



### L'ONU

#### La coopération suisse et ses partenaires onusiens

La DDC travaille depuis longtemps avec les Nations Unies.

Des liens étroits et variés qui ont fait leurs preuves

6

#### Une histoire plus vieille que la pluie

Au Mozambique, la collaboration entre la Suisse et l'ONU est particulièrement intense

12

#### Les contacts sont essentiels au développement

Diplomate à la Mission d'observation de la Suisse auprès de l'ONU à New York, le Lausannois Olivier Chave est chargé des questions de développement

14

## DDC interne

25

## FORUM



### «Nous travaillons pour les gens, pas pour les gouvernements»

Fin le projet de développement isolé, place à l'approche sectorielle! Deux spécialistes évoquent les aspects positifs et négatifs de cette nouvelle tendance

26

#### Carte blanche:

Helmut Maucher, ancien patron de Nestlé, parle des relations entre les pays en développement et les multinationales

29

## DES PAYS ET DES GENS



### TANZANIE

#### À l'ombre du Mwalimu

Ce pays d'Afrique orientale, où cohabitent 120 ethnies, jouit d'une grande stabilité

16

#### Il y a quelque chose qui cloche!

Une journée ordinaire dans la vie du journaliste tanzanien Adam Lusekelo

20

## DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

### Le savoir à la portée de tous

Les nouvelles technologies facilitent l'accès au savoir mondial. La DDC tient compte de cette évolution

22

### Quand la TV adoucit les mœurs

Un projet de la DDC vise à enseigner aux enfants macédoniens la tolérance à l'égard d'autres ethnies

24

## CULTURE



### Mariage du rap et du marrabenta

Le groupe mozambicain Mabulu fait une tournée de deux mois en Suisse

30

### Ces villes africaines qui font la musique

Un CD pour découvrir les morceaux qui séduisent les Africains citadins d'aujourd'hui

32

Éditorial	3
Périscopes	4
Opinion DDC	21
Au fait, qu'est-ce que l' <i>accountability</i> ?	25
Service	33
Agenda	35
Impressum et bulletin de commande	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Editorial



Le processus de globalisation a fait du monde un village. Le contenu de ce numéro le prouve. Helmut Maucher, qui a dirigé Nestlé durant presque vingt ans, nous raconte ses expériences de PDG face à la problématique du développement. Un article se penche sur l'importance du savoir pour nos partenaires du Sud et de l'Est. Et notre dossier présente l'apport suisse dans le contexte onusien.

Le 8 juin dernier, le conseiller fédéral Joseph Deiss a prononcé un discours devant l'Association suisse pour Wilton Park et l'Association suisse de politique étrangère. Le chef du Département fédéral des affaires étrangères – et de ce fait responsable politique de la coopération internationale – a résumé ainsi le rapport de la Suisse avec l'ONU: «Le moment d'adhérer est venu!»

Le travail quotidien à la DDC, qui fait partie du DFAE, nous démontre quotidiennement qu'une multitude de tâches inhérentes à la coopération internationale ne peuvent être réalisées que par le biais de l'ONU: processus de démocratisation, amélioration à grande échelle du statut des femmes et des enfants, bonne gestion des affaires publiques, grandes opérations de secours lors de crises et de catastrophes ou lutte planétaire contre la pauvreté. En tant que centre de compétences pour la coopération internationale, nous coordonnons les activités de diverses instances de la Confédération dans ce domaine. Nous représentons la Suisse dans de nombreux organes des

Nations Unies. Nous mettons à leur disposition des spécialistes chevronnés et des sommes importantes. La Suisse est ainsi à même de fournir sa contribution – d'ailleurs très appréciée – aux aspects globaux de la coopération internationale.

À propos de lutte contre la pauvreté, un sondage UNIVOX réalisé cette année révèle ce que la population suisse pense de la politique de paix et de sécurité: les personnes interrogées considèrent que la pauvreté qui sévit au Sud et à l'Est constitue la plus grave menace pour la sécurité de la Suisse. À leurs yeux, les moyens les plus efficaces de combattre ce fléau sont l'aide humanitaire civile et la coopération au développement. Pour nous, à la DDC, ces résultats représentent une mission et un défi. Nous les assumerons sous la direction de Joseph Deiss et ferons ce qui est en notre pouvoir pour concrétiser cette aspiration, aussi bien par la coopération bilatérale que dans le cadre des Nations Unies.

Le monde est un village et l'ONU est son conseil communal. La communauté internationale est toute disposée à ce que la Suisse en devienne membre. «Le moment est venu.»

*Harry Sivec*  
*Chef médias et communication DDC*

*(De l'allemand)*





Andreas Lobe

## La classe aux papillons

(bf) Le Parc national de Sokoke, au Kenya, est l'une des dernières forêts vierges africaines en bordure de l'océan Indien. Autrefois, elles s'étiraient de la Somalie au Mozambique. Mais cet ultime refuge des farouches éléphants de forêt, des antilopes et d'une multitude d'oiseaux se trouve lui-même menacé : quelque 90 000 personnes vivent aux confins du parc et beaucoup d'entre elles voudraient défricher la forêt pour occuper les terres. Il semble toutefois que le projet *Kipepeo* ramènera la paix entre l'homme et la nature. *Kipepeo* signifie papillon en swahili. Depuis que l'ornithologue Ian Gordon s'est mis à élever des papillons indigènes pour des « papilloramas » du monde entier, ces lépidoptères multicolores sont devenus une source inespérée de devises. Actuellement, 153 élevages de *kipepeos* ceinturent le parc. Ils protègent la forêt vierge et donnent du travail à plusieurs milliers de personnes. « Avant, ces insectes ne nous intéressaient pas ; maintenant, ils sont pour nous de l'or vert », constate Baya, qui a pu, grâce au produit des ventes, inscrire sa fille aînée dans une école supérieure.

## Quelques terres aux Zambiennes

(bf) Désormais, le gouvernement zambien réservera aux femmes dix pour cent des terres qu'il distribue. En Zambie comme dans la plupart des pays africains, la propriété foncière a toujours été un privilège masculin, ce qui a d'importantes répercussions sur le plan successoral. Il est fréquent qu'à la mort de son mari, une femme perde toute source de revenus et qu'elle soit même chassée de chez elle. Par ailleurs, les femmes n'obtiennent pas de crédit bancaire, du fait qu'elles n'ont aucun bien à mettre en gage. Bien que des organisations féminines aient protesté contre la limitation à dix pour cent des distributions, cette décision gouvernementale revêt une importance non négligeable car elle pourrait servir d'exemple à d'autres pays.

## Le bon côté des ordures

(bf) En Amérique latine, le ramassage des déchets a offert



S&P Pictures

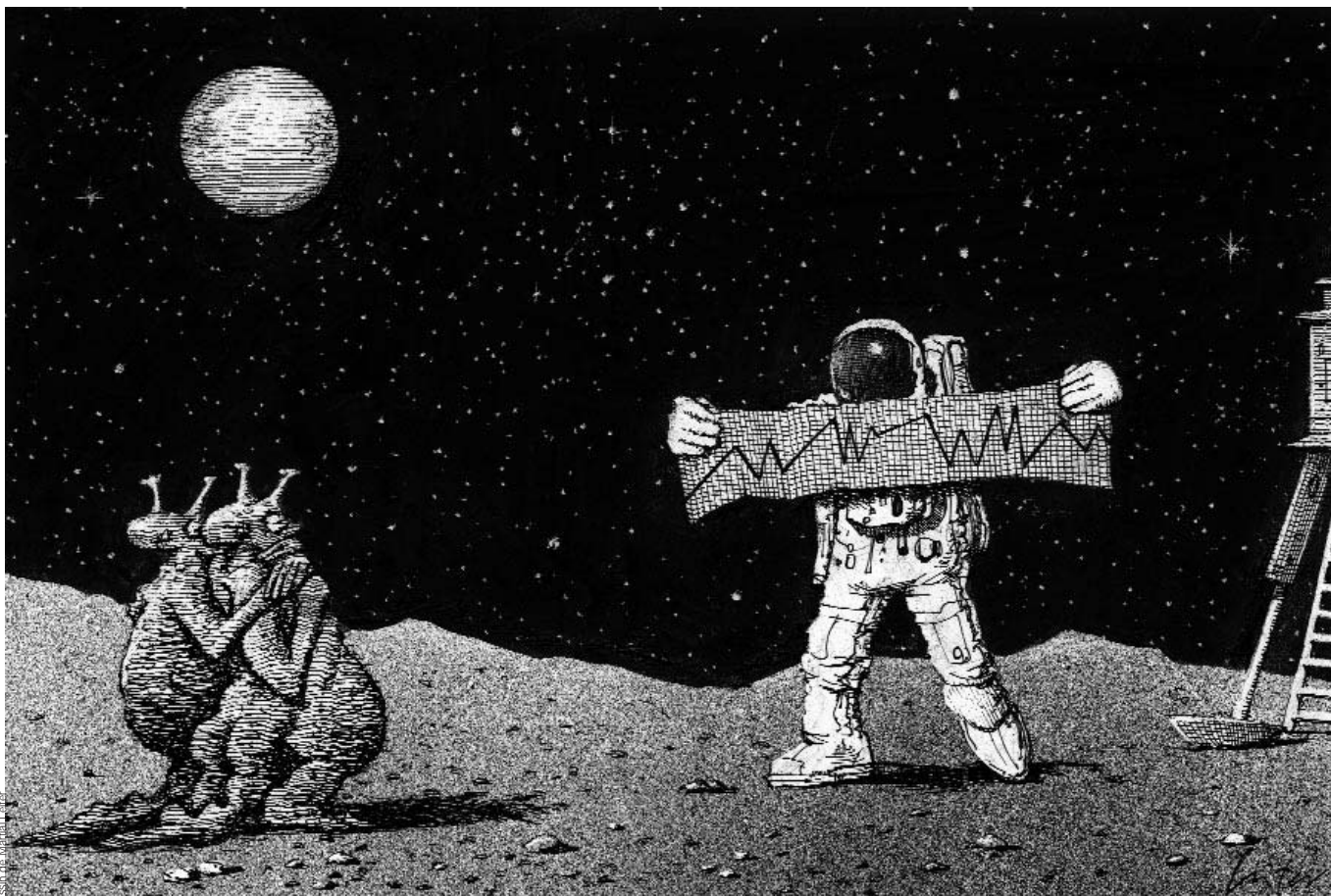
de tout temps aux plus miséreux – dont beaucoup d'enfants – un moyen de survivre tant bien que mal. Plusieurs pays ont mis en place ces dernières années des programmes de recyclage qui améliorent les conditions de vie et la santé de ces collecteurs tout en diminuant la pollution. Ceux qui fonctionnent le mieux combinent des objectifs écologiques et économiques. Fortaleza, capitale de l'État de Ceará dans le Nordeste brésilien, donne un exemple de grande réussite : il y a quelques années encore, un millier de personnes, dont 300 enfants, vivaient dans l'immense décharge de Jangurussú, aux abords de cette ville de deux millions d'habitants. Actuellement, une bonne partie des adultes travaille au service de la voirie, une usine de recyclage fait déjà des bénéfices, la gestion des déchets est inscrite dans l'horaire des écoles et les Jangurusseiros s'organisent en coopérative pour construire des maisons bon marché.

## Graines de déesses

(bf) Les habitants de la région de Bangalore, dans le sud de l'Inde, considèrent les graines de plantes sauvages et de céréales comme des sources sacrées de vie. Ils les vénèrent en conséquence. Les femmes ont la tâche de procéder à des rituels sacrés en veillant à



Tiane Doan Na Champassac / Vu



Dessin de Michel Leizer

## Esperanto

inclure le plus grand nombre possible de semences diverses. Une de ces cérémonies séculaires est dédiée aux « sept déesses villageoises ». Les graines de neuf espèces différentes de céréales, de légumineuses et de plantes oléagineuses sont placées dans un coquillage avec de l'engrais. Le culte des déesses dure sept jours. Si à l'issue de cette période, les germes sont trop petits, les graines seront considérées comme inutilisables. Les paysans iront alors chercher des semences dans les villages voisins. Ces rituels gardent aujourd'hui tout leur sens dans la mesure où ils permettent non seulement de trier les graines, mais aussi de maintenir la biodiversité agricole.



Taufeiss / CIRIC

**Du tabac pour les lamas**  
(bf) Quand les lamas ou les alpagas des hauts plateaux andins sont malades, généralement victimes de parasites, des familles entières sont privées de leurs moyens d'existence. La pauvreté et les distances empêchent

souvent de se procurer des médicaments. Et lorsque c'est possible, la médecine vétérinaire, développée en Occident, s'avère assez peu efficace à soigner ce bétail exotique, comme l'a démontré une étude de longue durée. Sur les hauts plateaux

du Pérou, 14 communes de la région d'Aramanchay (entre 3500 et 4000 mètres d'altitude) ont pris la décision de se communiquer réciproquement leurs connaissances locales dans le domaine vétérinaire. Les femmes étant traditionnellement responsables de l'élevage, ce sont elles qui se réunissent. Elles ont obtenu un premier succès : la prolifération d'un des parasites les plus fréquents a été jugulée sur une grande échelle grâce à un extrait de jeunes feuilles de tabac sauvage.



# La coopération suisse et



La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) permet à un donateur bilatéral, comme la Suisse, de contribuer à des programmes qu'il ne pourrait exécuter en comptant uniquement sur ses propres forces. La DDC a versé l'an dernier environ 200 millions de francs à des agences onusiennes actives dans le développement et l'aide humanitaire. De Jane-Lise Schneeberger.

# ses partenaires onusiens



de l'ONU, a été invitée à toutes ces conférences. Elle a pu y faire valoir ses idées. Par son engagement, elle a fortement contribué à la recherche de solutions conceptuelles aux problèmes du développement.

Mais contrairement aux 189 États membres, qui sont invités d'office, la Suisse a toujours dû insister pour être admise. Elle a également demandé d'être invitée aux conférences dites « de suivi », qui font le bilan des progrès réalisés cinq ans après ces sommets. Avec un succès plus mitigé : on lui a souvent refusé une participation de plein droit, arguant que les conférences de suivi prennent la forme de sessions spéciales de l'Assemblée générale de l'ONU. Une enceinte dans laquelle la Suisse n'a qu'un siège d'observateur.

## Présente et active

Si elle est exclue des organes principaux de l'ONU, tels que l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social, la Suisse est présente dans les organisations spécialisées, dans le Groupe de la Banque mondiale et dans de nombreux organes subsidiaires ouverts aux États non-membres. Elle siège dans les conseils d'administration des principaux fonds et programmes, qui sont les bras opérationnels du système onusien. À l'initiative de la DDC, les pays donateurs ont établi entre eux un système de rotation, qui assure actuellement à la Suisse une présence de sept ans sur douze dans ces conseils. Elle doit cette régularité au poids qu'elle a acquis au sein de ces agences, tant sur le plan financier – elle figure généralement parmi les douze premiers donateurs – que par rapport aux impulsions qu'elle leur apporte.

6

7

Les années 90 ont été marquées par les grandes conférences mondiales des Nations Unies, comme le Sommet de la Terre, à Rio, le Sommet social de Copenhague, la Conférence sur la population, au Caire, ou celle de Pékin sur les femmes. Ces forums ont adopté des plans d'action qui fournissent un cadre général à la coopération internationale pour le développement. La Suisse, qui est avec le Vatican le seul pays du monde à ne pas faire partie



Still Pictures

Nike Goldwater / Lookat





Keystone

## Contributions de la DDC en 1999

### Coopération au développement

(contributions générales)

PNUD : 52 millions

UNICEF : 17 millions

FNUAP : 11 millions

OMS – programmes

spéciaux : 4,8 millions

ONUSIDA : 2,2 millions

Fonds de développement

des Nations Unies pour

la femme (UNIFEM) :

0,7 million

Volontaires des Nations

Unies (VNU) : 0,5 million

Autres : 1 million

### Aide humanitaire

(contributions générales et spécifiques)

HCR : 36,3 millions

PAM : 35,7 millions

UNRWA : 8,4 millions

OCHA : 2,6 millions

Autres : 4,8 millions

## Partenaires dans le développement

Depuis plusieurs années, la répartition des fonds de la coopération au développement correspond aux proportions suivantes : deux tiers financent des activités bilatérales et un tiers est versé à des organisations multilatérales.

La partie multilatérale – 336 millions de francs en 1999 – contribue d'une part au système financier international (Banque mondiale et banques régionales de développement) et d'autre part aux organisations spécialisées de l'ONU (OMS, FAO, UNESCO, etc.) ainsi qu'à ses fonds et programmes. Ces derniers sont les principaux canaux de financement non remboursable du développement. Ils fournissent une assistance technique et contribuent à la mise en œuvre des plans d'action adoptés par les grandes conférences. Les principaux partenaires de la DDC sont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

La DDC verse à ces agences des contributions générales annuelles destinées à financer leurs programmes. L'utilisation de ces fonds est de la compétence de l'agence, dont l'ensemble des activités est supervisé par le conseil d'administration intergouvernemental. Dans certains cas, la DDC verse à ces fonds et programmes des contributions additionnelles dont l'affectation est précisée. « Nous le faisons soit pour renforcer l'action de ces agences dans des domaines

spécifiques, en appuyant par exemple des analyses et des évaluations, soit pour co-financer des projets susceptibles de compléter et de renforcer nos programmes bilatéraux », explique François Rohner, chef de la section multilatérale de la coopération au développement. En 1999, les apports financiers de la Suisse aux institutions de développement de l'ONU se sont élevés à près de 90 millions de francs au titre de contributions générales et à quelque 20 millions sous forme de contributions spécifiques.

## Progression de l'humanitaire

En ce qui concerne l'aide humanitaire, les partenaires onusiens de la DDC sont principalement le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). En 1999, les contributions générales de la DDC se sont montées à 38 millions de francs et les contributions spécifiques à 49 millions. Ces dernières fluctuent d'un an à l'autre car elles sont directement liées aux crises et aux catastrophes. Ainsi, elles ont augmenté sensiblement lors de la guerre du Kosovo.

Au cours de la dernière décennie, le monde a connu une telle accumulation de conflits et de catastrophes que les besoins humanitaires se sont amplifiés, entraînant une forte progression de l'aide d'urgence. Les activités des agences onusiennes ont été marquées par



cette tendance. Le PAM, par exemple, qui est opérationnel aussi bien dans l'aide humanitaire que dans la coopération au développement, a vu les proportions s'inverser: il y a encore quelques années, il consacrait deux tiers de ses fonds au développement et un tiers aux situations de crise; aujourd'hui, celles-ci absorbent 75 pour cent de son budget.

De leur côté, les bailleurs de fonds ont été toujours plus sollicités pour des secours d'urgence. Étant donné que les sommes disponibles n'ont pas augmenté, nombre d'entre eux ont déplacé vers leur budget humanitaire une partie des ressources traditionnellement réservées au développement. Par conséquent, les agences axées sur la coopération à long terme ont vu leurs ressources générales diminuer.

### Loin des médias

Un autre phénomène est en train de modifier les relations entre institutions onusiennes et donateurs. Ces derniers réduisent leurs contributions générales au profit des contributions spécifiques, montrant de plus en plus ouvertement qu'ils préfèrent financer des projets plutôt qu'une organisation. Dans le domaine humanitaire, il en résulte que certaines opérations sont très rapidement financées, au-delà même des espérances, comme cela a été le cas pour le Kosovo. En revanche, les agences ne reçoivent que très peu de fonds pour des pays jouissant de moins de sympathie. Actuellement, 85 pour cent des ressources du PAM sont soumises à des conditions plus ou moins précises quant à la nature des bénéficiaires. « Cette tendance

nous rend la vie de plus en plus difficile », déplore Werner Schleiffer, directeur du bureau du PAM à Genève. La DDC fait partie des rares donateurs qui contribuent aux ressources générales, ce que M. Schleiffer apprécie: « La Suisse fait preuve d'une grande flexibilité. C'est grâce à ce type de contributions que nous pouvons véritablement jouer notre rôle d'agence multilatérale et fournir une aide basée sur les besoins, sans considérations d'ordre politique. Cet argent nous permet d'aider des pays qui n'attirent pas l'attention des médias, mais qui traversent malgré tout des crises graves. »

### Trop sensible ou trop complexe

La coopération multilatérale présente de nombreux avantages pour la DDC, qui concentre ses efforts bilatéraux sur une vingtaine de pays. À travers l'ONU, elle peut apporter une aide à tous les pays en développement. Elle peut aussi contribuer à résoudre des problèmes qui dépassent ses possibilités par leur volume financier ou leur complexité.

Leur caractère universel fait que les organisations multilatérales peuvent opérer dans des domaines très sensibles. Ainsi, le FNUAP s'occupe de santé reproductive, de contraception et de planification familiale. « Les pays en développement préfèrent collaborer avec une organisation multilatérale, car ils font partie du club. Certains n'accepteraient pas qu'un gouvernement du Nord intervienne chez eux dans le domaine de la population », explique Erik Palstra, responsable des relations extérieures du FNUAP à



Still Pictures

*L'ophtalmologie, un domaine auquel l'Organisation mondiale de la santé (OMS) accorde une grande importance*

### Le développement en vidéo

Depuis 1996, la Suisse est le principal partenaire d'Azimuts, une unité du PNUD qui produit des films documentaires. Basée à Genève, Azimuts réalise chaque année une trentaine de reportages sur des actions entreprises pour lutter contre la pauvreté. Cette série se veut humaine et positive. Par le biais d'histoires vécues, elle montre ce qu'un projet de développement peut changer dans la vie des gens. Les magazines sont diffusés par plus de 60 chaînes de télévision à travers le monde. Un nombre croissant d'écoles utilisent également ces reportages dans leurs programmes.

8

9

*Premières élections sous la surveillance de l'ONU (Cambodge, 1993)*



Krzysztof Miller / Vu



Still Pictures

#### Prévention du sida au Rwanda

Le FNUAP a élaboré un projet portant sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles, et en particulier du sida, parmi les adolescents du Rwanda. Le but est de renforcer les connaissances des jeunes en matière de santé reproductive et sexuelle. Des éducateurs reçoivent une formation adéquate dans ces domaines. Des centres d'information réservés aux adolescents doivent être ouverts dans quatre villes rwandaises. En plus de sa contribution générale au FNUAP, la Suisse lui a versé cette année 1 million de francs pour le financement de ce projet.

Genève. Autre sujet sensible : la refonte des politiques nationales et des institutions. «Les gouvernements des pays en développement font de plus en plus appel au PNUD pour réformer leurs institutions. Des relations de confiance se sont établies au fil des ans du fait de notre présence sur place, de notre neutralité et de notre action à leurs côtés», souligne Odile Sorgho-Moulinier, directrice du bureau du PNUD à Genève.

#### Pas comme les autres

De tous les fonds et programmes de l'ONU soutenus par la Suisse, le PNUD se taille la part du lion, avec une contribution générale de 52 millions. «Tandis que les autres agences ont des mandats spécifiques liés aux enfants, aux réfugiés ou à l'alimentation, le PNUD joue un rôle de catalyseur et de coordonnateur pour l'ensemble du système onusien», explique M. Rohner.

Le PNUD veille à coordonner sur un plan général la mise en œuvre des principes énoncés par les grandes conférences. Dans la plupart des pays en développement, le représentant du PNUD assume la fonction de «coordonnateur résident» pour les activités de développement. Là où des situations de crise appellent en outre l'intervention de plusieurs acteurs humanitaires, c'est en principe lui qui est nommé «coordonnateur humanitaire». Le diplomate suisse Dominik Langenbacher, représentant du PNUD en Somalie de 1996 à 1999, a porté ces trois casquettes : «Cela me convenait très bien, car j'estime qu'on ne peut pas vraiment séparer le développement de l'aide humanitaire.» Toutes ces fonctions ont été attachées au PNUD en raison de sa présence quasi universelle : il a des représentants dans 134 pays.

#### Rétablir la confiance

La DDC apporte un soutien financier aux efforts du PNUD en matière de coordination. Elle aide par exemple les coordonnateurs résidents à établir des inventaires des besoins par pays. Cet exercice, qui intègre les différentes agences actives dans le développement, fait partie de la réforme entamée par les Nations Unies dans le but d'éviter les duplications et de travailler de manière plus rationnelle.

Dans le secteur humanitaire également, la Suisse accorde une importance primordiale à la coordination. Il y a quelques années, quand l'UNRWA a fait l'objet d'une grave crise de confiance, elle a pris l'initiative de créer un réseau entre les donateurs. Elle a convoqué une conférence à Montreux afin de débattre des problèmes survenus entre l'agence et ses différents partenaires. Une fois les tensions surmontées, il a été possible de mettre en place un processus visant à améliorer les prestations de l'UNRWA. La DDC a également décidé d'apporter ces prochaines années un soutien substantiel à l'OCHA, car elle tient à ce que cette entité de coordination fonctionne de manière optimale. Lors de crises de grande envergure, l'OCHA évalue les besoins humanitaires, met en place un mécanisme de coordination et lance des appels globaux au nom des différentes agences de l'ONU. En 2000, la partie liée de l'aide suisse est destinée à différentes activités de coordination de l'OCHA, comme la mise sur pied d'un système de télécommunications d'urgence ou la formation d'experts mobilisables en cas de catastrophes naturelles ou technologiques.

#### Experts, vivres et matériel

Mais les contributions de la Suisse ne sont pas versées qu'en espèces. La DDC met régulièrement des experts à la disposition de l'ONU. Des logisticiens, des spécialistes en communication, en construction, des médecins, etc. sont souvent requis pour des opérations d'urgence ou de reconstruction. Elle livre également une aide alimentaire, qui consiste essentiellement en céréales et en produits laitiers. Il lui arrive aussi de fournir du matériel : cela va des véhicules aux moyens de télécommunications en passant par des tentes, des couvertures, des latrines, des douches, des médicaments, de l'huile à friture ou encore des bougies. ■





Réfugiés somaliens de la famine dans le camp de Hagadera (Kenya, 1992)

## La Suisse et l'ONU

L'Organisation des Nations Unies (ONU) est la seule organisation véritablement mondiale qui puisse s'occuper de tous les thèmes. Elle joue un rôle prépondérant dans les domaines suivants: paix, sécurité, droits de l'homme, environnement, développement et aide humanitaire. Elle compte 189 États membres et les seuls pays du monde qui n'en font pas partie sont le Vatican et la Suisse. La DDC, qui collabore déjà activement avec l'ONU dans divers secteurs, est rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

## L'ONU en bref

Organes principaux		
	Assemblée générale	
Secrétariat	Conseil de sécurité	Cour internationale de justice
	Conseil économique et social	

Fonds, programmes, instituts		Organisations spécialisées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- ONUSIDA – Sida</li> <li>- CNUCED – Commerce</li> <li>- HCR – Réfugiés</li> <li>- PNUD – Développement</li> <li>- FNUAP – Population</li> <li>- UNICEF – Enfance</li> <li>- PNUE – Environnement</li> <li>- PAM – Aide alimentaire</li> <li>- VNU – Volontaires</li> <li>- UNIFEM – Femmes</li> <li>- etc.</li> </ul>	Commission économique pour l'Europe (CEE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travail – OIT</li> <li>Alimentation, agriculture – FAO</li> <li>Culture, éducation – UNESCO</li> <li>Santé – OMS</li> <li>Industrie – ONUDI</li> <li>Aviation – OACI</li> <li>Poste – UPU</li> <li>Télécommunications – UIT</li> <li>Météorologie – OMM</li> <li>Navigation maritime – OMI</li> <li>Propriété intellectuelle – OMPI</li> <li>Agriculture – FIDA</li> <li><b>Institutions de Bretton Woods</b></li> <li>Fonds monétaire – FMI</li> <li>Banque mondiale – BM</li> </ul>

- La Suisse ne participe pas
- La Suisse participe
- Rapport direct avec le développement et la coopération; collaboration de la DDC

# Une histoire plus vieille que la

Au Mozambique, la collaboration entre la Suisse et l'ONU est particulièrement intense. Née à la fin de la guerre civile, elle a permis à ce pays de ne pas replonger dans la violence, de se donner des institutions démocratiques et de retrouver une vie normale. Jusqu'aux inondations catastrophiques du début de cette année.



Dodier Ruef / Lookat

(jls) Quand le cyclone Éline s'abat sur le Mozambique, à fin janvier, la Suisse est l'un des premiers pays à mettre des moyens financiers à disposition des deux agences de l'ONU qui lancent des programmes d'urgence: le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le premier apporte de la nourriture aux 650 000 personnes affectées par les inondations et affrète les hélicoptères nécessaires aux opérations de secours. Le second se concentre sur la prévention

des épidémies, installant latrines et eau potable dans les camps qui abritent les rescapés.

Thomas Greminger, coordinateur de la DDC à Maputo, explique pourquoi tout a pu se passer aussi vite: «Ces deux agences ont des représentations au Mozambique, où elles financent des projets de développement. Nous les connaissons bien. Elles travaillent de manière très professionnelle. C'est pourquoi nous leur avons immédiatement apporté notre soutien.»

Comme dans les autres pays où elle est active, la DDC entretient des contacts quasi permanents avec les représentants des agences onusiennes. Au Mozambique, ces relations sont d'autant plus étroites que la Suisse est engagée dans plusieurs projets de grande envergure aux côtés de l'ONU. Depuis la fin de la guerre civile en 1992, elle a constamment appuyé, par des contributions spécifiques, les agences impliquées dans le processus de démocratisation et la réconciliation nationale.

## Retour à la vie civile

La Suisse a d'abord soutenu l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ). Les forces onusiennes devaient surveiller l'application de l'accord de paix, signé à Rome en octobre 1992, assurer le retour des réfugiés et préparer le pays à la démocratie. La DDC a notamment financé l'unité technique chargée de démobiliser les soldats gouvernementaux et ceux de l'armée rebelle RENAMO. Les 95 000 anciens militaires ont ensuite reçu une aide matérielle ainsi que des cours de formation ou des conseils professionnels, afin de pouvoir se réintégrer dans la vie civile. Ce processus de réinsertion, chapeauté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a duré de 1993 à 1997 et la Suisse y a consacré 12 millions de francs.

## Réforme de la police

L'étape suivante consistait à doter le pays d'institutions démocratiques. Des élections présidentielles et parlementaires se sont tenues en 1994. La Suisse a soutenu le PNUD dans la préparation et l'organisation de ce scrutin. Elle a fait de même lors des élections locales de 1998 et des élections générales en 1999. Elle a également appuyé la transformation de la RENAMO en parti politique. Mais cette paix



# pluie

toute neuve a été sérieusement ébranlée en 1996 par une vague de criminalité et de violence, au cours de laquelle une collaboratrice de la DDC a été assassinée. Les bailleurs de fonds ont pressé Maputo de rétablir la sécurité. Avec l'aide de la communauté internationale, le gouvernement mozambicain a entrepris de restructurer, former et équiper les forces de police. La Suisse participe en particulier à la création d'une académie de police.

## Plus ou moins sensibles

La collaboration avec l'ONU s'avère indispensable dans de telles situations, explique Thomas Greminger: «La réforme de la police et le soutien aux élections sont des programmes qu'une agence bilatérale ne peut pas exécuter seule. Premièrement, parce qu'il s'agit de domaines très sensibles politiquement. Et deuxièmement, parce que de nombreux donateurs sont intéressés et que cela nécessite un grand travail de coordination. Le gouvernement du pays bénéficiaire n'a pas les ressources nécessaires pour négocier avec chacun des donateurs.»

Mais des collaborations ont également été établies dans des domaines moins exposés politiquement. Ainsi, la DDC appuie un programme du Fonds des

Nations Unies pour la population (FNUAP) qui a pour but de sensibiliser les fonctionnaires à la problématique hommes-femmes. Elle finance un programme des Volontaires des Nations Unies (UNV): douze volontaires vivent dans des communautés de base et s'efforcent de les renforcer afin qu'elles participent au développement.

Dans le secteur de la santé, la Suisse coopère avec l'UNICEF pour des soutiens budgétaires et avec le PNUD pour le financement de médecins spécialistes dans les hôpitaux de province. Une contribution est octroyée à la Banque mondiale pour un programme d'approvisionnement en eau potable.

Toutes les collaborations avec l'ONU s'inscrivent dans l'un des quatre secteurs privilégiés par la DDC au Mozambique: la promotion de la société civile, la bonne gestion des affaires publiques, la santé et l'eau. «Si nous versons une contribution à une agence multilatérale, c'est toujours dans le but de réaliser un projet qui correspond à notre programme sectoriel», note M. Greminger. ■

## Aux confins de la pauvreté

Le Mozambique est l'un des dix pays les plus pauvres du monde. Plus de 70 pour cent des habitants vivent à la campagne et la plupart d'entre eux dépendent de l'agriculture, tant pour leur subsistance que pour leur revenu. Mais la productivité rurale est faible. En outre, le pays est très vulnérable aux aléas climatiques. La sous-alimentation frappe 63 pour cent de la population et l'espérance de vie n'est que de 42 ans. Dans le classement selon l'indicateur du développement humain, établi par le PNUD, le Mozambique occupait en 1997 le 169<sup>e</sup> rang sur 174 pays considérés.

*Au Mozambique, l'aide internationale vise aussi bien des objectifs humanitaires que la mise en place d'une bonne gestion des affaires publiques*



# Les contacts sont essentiels au développement

Neuf diplomates défendent les intérêts de la Suisse et relaient ses préoccupations auprès des Nations Unies, à New York. L'un d'eux, le Lausannois Olivier Chave, s'occupe principalement des questions de développement. De Beat Felber.



Christian Kuchli

## Une mission presque comme les autres

La Suisse est, avec le Vatican, le seul État doté du statut d'observateur auprès des Nations Unies. La Mission permanente d'observation de la Suisse existe depuis cinquante ans. « Dans de nombreux domaines, elle fonctionne sur un pied d'égalité avec les représentations des États membres », explique Peter Maurer, chef adjoint de la mission.

Au total, 21 personnes travaillent au 29<sup>e</sup> étage de l'immeuble numéro 633, sur la troisième avenue, à Manhattan. La mission est dirigée par l'ambassadeur Jenö C.A. Staehelin et neuf diplomates se répartissent les différents domaines de travail : désarmement, sécurité internationale, opérations de maintien de la paix, finances et économie, coopération au développement, social, environnement, humanitaire, politique, finances et personnel, droit international public et droits de l'homme.

Manhattan le matin, à l'heure de pointe. Des millions d'hommes et de femmes se dirigent d'un pas rapide vers des objectifs imaginaires. On échange à peine un regard. « Stop ! » lorsque le feu est au rouge. « Go ! » quand il passe au vert. Des dizaines de milliers de taxis jaunes et d'autres voitures s'étirent sur six pistes en un long serpent de tôle klaxonnante. Olivier Chave est là aussi. Conseiller d'ambassade à la Mission permanente d'observation de la Suisse auprès des Nations Unies, il est responsable des affaires liées au développement. Il connaît bien le labyrinthe des rues new-yorkaises. Mais ce diplomate lausannois de 43 ans est aussi très à l'aise au siège de l'ONU, où il passe le plus clair de son temps, à défendre et faire valoir les intérêts de la Suisse. Il prend part aux assemblées plénières, aux négociations ou aux consultations informelles, il s'entretient fréquemment avec les représentants d'autres pays. Son travail consiste aussi à accompagner les délégués venus de Berne. La Suisse est très active dans les conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), deux institutions dont elle est le huitième pays donateur. Il arrive également à Olivier Chave d'organiser des réunions pour présenter les préoccupations de la Suisse et en débattre dans un cadre informel. Comme ce matin.

## Entretiens informels

La réunion a lieu à l'occasion d'une séance de la Commission du développement durable (CDD), le forum écologique du Conseil économique et social de l'ONU. La CDD siège dans l'une des nombreuses salles de conférence, au premier sous-sol du gratte-ciel onusien. Les délégués des 53 États membres et de plusieurs dizaines de pays observateurs se rencontrent une fois l'an pour élaborer des stratégies de développement durable. Bien qu'elle ne soit pas membre de l'ONU, la Suisse a été élue au sein de cette commission au printemps dernier. « Ce n'est pas un hasard », relève Olivier Chave. « Depuis le sommet de la Terre, à Rio en 1992, notre pays a acquis une réputation de défenseur crédible et novateur du développement durable, surtout dans les régions de montagne. »



Beat Felber

Olivier Chave

En marge de la séance de la CDD, la Suisse a mis sur pied cette année, en collaboration avec le Kirghizistan, une rencontre sur le thème « Les montagnes et les forêts ». Ce rendez-vous suscite beaucoup d'intérêt puisqu'il réunit une centaine de participants, dont toute une série de chefs de délégation. Il leur permet non seulement d'assister à d'excellents exposés, mais aussi de s'entretenir de manière informelle avec leurs homologues d'autres pays. Comme le font par exemple le Népalais Lhakpa Sherpa, spécialiste des forêts, le Norvégien Tage Michaelsen, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et l'Américaine Elizabeth Byers, du Mountain Institute, une organisation non gouvernementale. Ce type de rencontre sert précisément à cela, souligne Olivier Chave : « Réunir des gens et des pays pour leur faire comprendre qu'ils ont des intérêts communs. Ensemble, nous avons plus de poids et les intérêts de la Suisse sont ainsi plus largement représentés dans les divers programmes de l'ONU. Voilà pourquoi les contacts jouent un rôle extrêmement important dans notre travail, d'autant que les relations internationales ne cessent de s'intensifier. »

## Travail interdisciplinaire

Il faut savoir que si les décisions se prennent lors des votes, les opinions, elles, se forment à l'occasion d'innombrables rencontres informelles. D'autre part, il





Len Siman

14

15

n'existe absolument aucun thème qui soit limité à l'ONU. Les problèmes sont trop variés et chaque dossier recouvre plusieurs domaines.

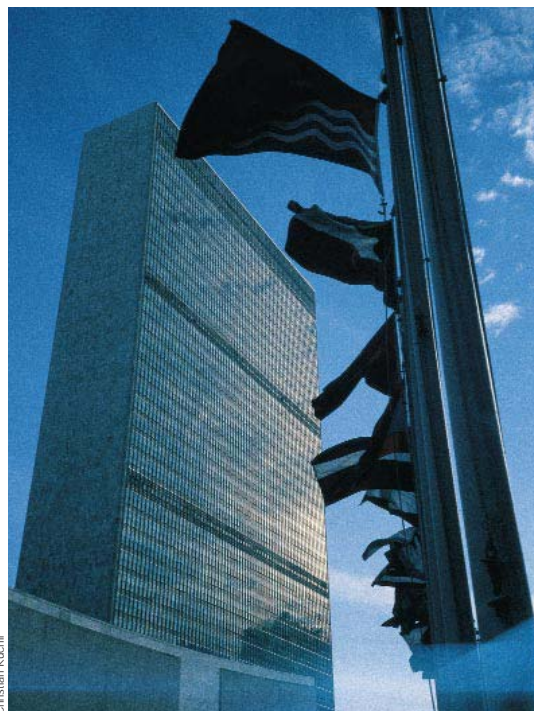
Cette manière d'aborder les choses apparaît aussi très nettement au sein de la Mission d'observation de la Suisse auprès des Nations Unies (lire également ci-contre). Il est vrai que chacun des neuf diplomates est chargé de domaines clairement définis. Pourtant, ils travaillent de manière très interdisciplinaire, comme le souligne l'ambassadeur Jenö Staehelin, chef de la mission: «Le développement, ce n'est jamais exclusivement du développement. Il inclut aussi bien les droits de l'homme que l'environnement, les forces armées, le secteur social, etc.»

Une autre diplomate, Monika Rühl, confirme cette approche: «Il n'est plus possible de considérer un thème hors de son contexte. Je suis par exemple chargée des affaires humanitaires, mais ce domaine englobe aussi des problèmes économiques, de développement, d'égalité hommes-femmes et de droits de l'homme.»

Lorsque M. Chave ne travaille pas dans le bâtiment de l'ONU, il suit le travail des nombreuses institutions de développement que la Suisse soutient financièrement, il prépare d'autres séances, il rend compte des évolutions les plus récentes aux autorités suisses. Ou alors il réfléchit aux moyens d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé: «En matière de coopération au développement, la Suisse possède une

vaste expérience, qui est précieuse pour la communauté internationale. Je voudrais en faire profiter davantage les programmes de l'ONU.» ■

*(De l'allemand)*



Christian Kuchli

# À l'ombre du Mwalimu

Pour les habitants des pays industrialisés, la Tanzanie, c'est avant tout le Kilimandjaro, avec son sommet enneigé, et l'île de Zanzibar, nimbée d'exotisme. Réputé pour sa stabilité, ce pays d'Afrique de l'Est fait rarement la une des journaux. Ce qui est, somme toute, un signe positif. De Peter Baumgartner\*.

Pour Henri Ngotezi, il n'était pas question de modifier la disposition des photos, après avoir repeint sa quincaillerie située près de la ville tanzanienne d'Arusha. La plus petite des deux, un portrait de l'actuel président Benjamin Mkapa, a retrouvé sa place sur le mur latéral à côté d'une étagère. Et l'autre, un peu plus grande, est suspendue derrière le comptoir, là où se porte le regard des clients qui entrent dans la boutique. « Cette place revient au Mwalimu. »

En Tanzanie, tout le monde sait qui est le Mwalimu. Ce terme (l'enseignant, en swahili) est utilisé pour désigner avec beaucoup de respect le premier président, Julius Nyerere, décédé en octobre 1999. En Occident, il est surtout connu

d'être toujours classés derrière leur voisin du nord, plus puissant économiquement. Mais cette définition relève aussi du cliché : en Tanzanie, la corruption tend à gangrener l'État autant que dans le pays voisin.

La Tanzanie est néanmoins l'un des rares pays africains jusqu'ici épargnés par les conflits ethniques. La carte nationale situant les différentes ethnies ressemble certes à un *patchwork*, puisque la Tanzanie compte 120 ethnies et presque autant de langues. Mais aucun groupe n'est assez grand pour exercer une influence excessive sur la destinée du pays. De plus, les ethnies les plus nombreuses vivent loin de la capitale (les Sukuma dans le nord-ouest et les Chagga au pied du Kilimandjaro), ce qui réduit les



Christian Kuchi



Christian Kuchi

comme l'architecte de l'Ujamaa, un socialisme africain qui a partiellement échoué. Pour les Tanzaniens, il est le père de la nation. La Tanzanie lui doit son unité et surtout son profond sentiment de cohésion nationale.

Pour qualifier ce pays, on pense d'emblée à des adjectifs comme paisible ou pacifique. L'habitude d'appeler toute personne *ndugu* (frère) s'est maintenue jusqu'à nos jours. Et lorsqu'on demande aux Tanzaniens de se caractériser, ils procèdent souvent par la négative : ils ne sont pas une de ces sociétés où l'homme est un loup pour l'homme, comme le Kenya. Une manière sans doute de se consoler

risques de suprématie. Le swahili, imposé comme langue nationale par Julius Nyerere, joue également un rôle unificateur.

## Chercheurs d'or

Bien entendu, certaines rivalités existent, mais elles reposent plus sur des préjugés que sur des réalités. Et elles s'expriment le plus souvent par des moqueries. Ainsi, les habitants de la côte traitent les Chagga – un peuple travailleur et économe – de « Prussiens de la Tanzanie » et critiquent leur mentalité de propriétaires. Pour Henri Ngotezi, qui est un Chagga, les habitants de la côte sont des fainéants





et ceux de l'Ouest des «demi-sauvages qui ont brûlé l'an dernier 300 femmes accusées d'être des sorcières». M. Ngotezi le tient de son frère qui est allé tenter sa chance dans l'«Ouest sauvage». C'est ainsi qu'il désigne la région située au sud du lac Victoria. Ce territoire est un futur Eldorado depuis que des compagnies internationales, telles l'Ashanti du Ghana et l'Anglo-American d'Afrique du Sud, ont commencé à y extraire l'or à grande échelle. Mais il n'est pas révolu le temps des milliers de petits chercheurs d'or. Ils continuent de descendre dans des puits au péril de leur vie, creusent comme des taupes à la recherche d'une pépi-

te et restent de pauvres diables, malgré tous les dangers et les tracasseries qu'ils endurent.

En 1999, la production d'or a doublé par rapport à l'année précédente, pour se situer à onze tonnes. Le ministère des mines prévoit qu'elle atteindra 40 tonnes l'année prochaine. Il devra toutefois mettre tout en œuvre pour que les caisses de l'État profitent un tant soit peu de cette manne : on estime en effet que l'or et les pierres précieuses qui quittent illégalement le pays (le plus souvent vers le Kenya) représentent une valeur de 300 millions de francs, soit le double de la valeur des marchandises déclarées.





Mende / Network

## L'objet de tous les jours

### Des girafes plein les poches

Il y a cinq ans, après avoir été élu à la tête de l'État, le président Benjamin Mkapa a reçu la visite de représentants de la banque d'émission. Ces messieurs lui ont demandé de réfléchir à l'illustration qui ornerait les nouveaux billets tanzaniens. On ne pouvait pas laisser circuler trop longtemps des billets à l'effigie de son prédécesseur. Benjamin Mkapa comprenait cela. Mais il a répondu que l'unité de la Tanzanie était un fait acquis et qu'il n'était plus nécessaire de faire figurer un président sur ses billets pour la symboliser. Il a donc conseillé à ses visiteurs de chercher un sujet plus durable. Ils sont revenus avec un projet qui a séduit M. Mkapa. En voyant le résultat, tous les habitants ont été heureux de constater que le président avait renoncé au culte de la personnalité. Depuis lors, une magnifique girafe orne les billets de banque tanzaniens.

## Petits paysans

Contrairement à son frère, Henri Ngotezi n'a pas succombé à l'attrait du métal jaune. Les paysans qui achètent chez lui, lui assurent un revenu certes modeste mais régulier, car la région au pied du Kilimandjaro est bien arrosée et fertile. De plus, quatre cinquièmes de la population tanzanienne vivent – doivent vivre – de l'agriculture, car les emplois dans l'industrie et l'artisanat sont rares. Mais, comme presque partout en Afrique, l'inventivité et la créativité des petits paysans se heurtent souvent à un réseau routier déficient et à une bureaucratie toute-puissante, qui contrôle la commercialisation des produits. Comme si les conditions climatiques ne suffisaient pas à alourdir leur fardeau, précisément dans le nord-ouest du pays, souvent frappé par la sécheresse.

La libéralisation du marché ne vaut que pour le café, le thé et le coton. Ces produits agricoles jouent, avec l'exploitation minière (or et diamant), un rôle crucial dans la croissance économique, qui est actuellement de plus de 5 pour cent. Le tourisme est le troisième pilier de l'économie tanzanienne, les destinations les plus courues étant le parc national de Serengeti, le Kilimandjaro et l'île de Zanzibar.

## L'île aux épices

Il y a longtemps que les touristes rapportent plus d'argent à Zanzibar que la production de clous de girofle, de cannelle, de poivre et d'autres épices. Il fut un temps où les trois quarts de la production mondiale de clous de girofle provenaient de Zanzibar.

Mais c'est là le moindre des soucis que l'île cause à la partie continentale du pays. Lorsque Julius Nyerere a réalisé en 1964 un de ses rêves panafricains en réunissant le Tanganyika et Zanzibar pour

en faire la Tanzanie, il a concédé à l'île une série de droits spéciaux pour la rallier à son projet. Ce qui pose problème aujourd'hui, ce n'est pas la voix, plus que proportionnelle, accordée à Zanzibar au sein des institutions centrales. Ce sont plutôt ses avantages économiques, notamment des taxes d'importation nettement inférieures à celles en vigueur sur le continent. De quoi favoriser la fraude.

Les méthodes autoritaires et répressives des autorités insulaires ont incité nombre de pays européens à bloquer l'aide qu'ils accordaient à Zanzibar et à sa jumelle, l'île de Pemba. Ce tarissement de l'aide extérieure a d'ailleurs conduit à une grave crise politique intérieure au début de cette année. Comme dans bien d'autres États africains, la démocratisation n'a été qu'apparente en Tanzanie. De nombreux partis ont vu le jour, mais le parti unique, le Chama Cha Mapinduzi, a conservé une majorité écrasante et c'est lui qui continue de distribuer les privilèges, les postes et les prébendes. Zanzibar a connu un processus identique, mais le parti au pouvoir y a de plus mené une persécution en règle contre l'opposition. Tenant compte des relations difficiles entre le continent et l'île, le gouvernement central a trop longtemps gardé le silence. «Le Mwalimu, lui, serait intervenu plus tôt», commente Henri Ngotezi. L'ombre du Mwalimu s'estompe avec le temps. Mais c'est surtout à lui que la Tanzanie doit sa stabilité. ■

*\*Peter Baumgartner est correspondant du «Tages-Anzeiger» en Afrique. Il vit à Nairobi, au Kenya.*

*(De l'allemand)*



# La Suisse et la Tanzanie

## Malaria, routes et réformes

(bf) La coopération au développement entre la Tanzanie et la Suisse relève de la tradition, puisqu'elle date du milieu des années 70. La Tanzanie est devenue un pays de concentration de la DDC en 1981 et un bureau de coordination a été ouvert à Dar es-Salaam en 1986. Le programme actuel, qui porte sur la période 1999-2003, est commun à la DDC et au Secrétariat d'État à l'économie (seco). Son budget annuel se monte à quelque 30 millions de francs.

Cet argent sert à financer des projets dans trois domaines :

**Santé publique :** la Suisse collabore avec de nombreux autres donateurs et avec le ministère tanzanien de la santé pour réformer le fonctionnement de la santé publique.

Au niveau des projets, la collaboration avec l'Institut tropical suisse et l'Ifakara Research Center, en Tanzanie, s'est révélée particulièrement intéressante. Elle a pour principal objet la recherche sur la malaria. Cette maladie est responsable de 44 pour cent des décès dans les zones

rurales de la Tanzanie, un des taux les plus élevés du monde.

**Infrastructures et transports :** avec d'autres donateurs, on construit un réseau routier à l'échelle nationale. Il devrait bénéficier principalement à l'agriculture et améliorer l'accès aux prestations sociales et économiques. La Suisse soutient surtout la construction de routes dans des régions isolées.

**Aide financière :** malgré de gros progrès accomplis ces dernières années, la Tanzanie reste le cinquième pays le plus pauvre du monde. La Suisse lui accorde des aides à la balance des paiements et des compensations budgétaires pour garantir sa stabilité et lui permettre de mener des réformes économiques et sociales.

Outre ces trois grands secteurs, le programme suisse apporte également son appui à d'autres projets concernant le développement équilibré hommes-femmes, la décentralisation et la démocratisation.

### Faits et chiffres

**Forme de l'État**  
République

#### Capitale

Capitale politique :  
Dodoma  
Métropole économique :  
Dar es-Salaam

#### Superficie

945 087 km<sup>2</sup>  
Culminant à 5895 m, le Kilimandjaro est le sommet le plus élevé d'Afrique. Et le point le plus profond du continent se situe dans le lac Tanganyika, à 358 m au-dessous du niveau de la mer.

#### Population

Nombre d'habitants :  
28,8 millions (27,5 millions vivent sur le continent et le reste sur les îles de Zanzibar et de Pemba)  
Densité : 30 hab./km<sup>2</sup>  
Croissance démographique : 3 % environ  
Population rurale : 70 %  
Espérance de vie :  
51,9 ans pour les femmes et 49 ans pour les hommes

#### Langues

Swahili (langue officielle) et anglais

#### Groupes ethniques

Environ 120 groupes ethniques, les plus importants étant les Sukuma (14 % environ) et les Chagga (5,2 %)

#### Religions

Un tiers de musulmans, un tiers de chrétiens et un tiers d'animistes



### Repères historiques

L'histoire mouvementée de Zanzibar et du Tanganyika a surtout été marquée par les sultans d'Oman, les Britanniques et les Allemands : tous avaient des vues sur les terres fertiles qui encerclent le Kilimandjaro et sur les épices de Zanzibar ; ils s'intéressaient également aux ports de l'île et du continent, car ceux-ci jouaient un rôle important dans le commerce avec l'Extrême-Orient. L'accession à l'indépendance a été bien plus difficile pour Zanzibar que pour le Tanganyika. Sur l'île, la lutte pour le pouvoir entre colons arabes et britanniques s'est faite au détriment de la population.

1961 Le Tanganyika, territoire sous tutelle de l'ONU, accède à l'indépendance et Julius Nyerere devient son premier chef de gouvernement. Il se retire deux mois plus tard et sillonne le pays pour expliquer la notion de République à la population. En 1962, il reprend les rênes du pouvoir, cette fois en tant que président.

1963 L'île de Zanzibar accède à l'indépendance et devient une monarchie constitutionnelle, dirigée par un sultan.

1964 Révolte contre le sultan. Zanzibar se déclare République populaire. La présidence est assumée par Abeid Karume.

1964 Le Tanganyika et Zanzibar s'unissent pour créer la République Unie de Tanzanie. Julius Nyerere devient son président.

1967 Julius Nyerere expose dans la « Déclaration d'Arusha » sa conception d'un socialisme africain : regrouper les communautés villageoises sur le modèle de la famille élargie (Ujamaa). Ces principes ont conduit, dans les années 70, à des déplacements massifs de population, souvent imposés par la force.

1978 Guerre contre le dictateur ougandais Idi Amin Dada. Les frais énormes accélèrent l'abandon du programme Ujamaa, qui avait échoué sur le plan économique.

1985 Pour permettre au pays de sortir de la misère économique, les institutions de Bretton Woods exigent de sévères réformes économiques que Julius Nyerere refuse de cautionner ; il démissionne donc et Ali Hassan Mwinyi le remplace à la tête de l'État.

1995 Premières élections législatives multipartites. Benjamin Mkapa est élu président. À Zanzibar, le scrutin est entaché de fraudes électorales au profit du parti au pouvoir, le Chama Cha Mapinduzi, ancien parti unique. Elles provoquent une grave crise politique interne, qui est un véritable test pour l'union.

2000 Octobre : Élections parlementaires et présidentielles.

18

19

# Il y a quelque chose qui cloche !

**Adam Lusekelo** est journaliste indépendant à Dar es-Salaam, en Tanzanie. Après avoir achevé ses études à l'Université de Dar es-Salaam, il a travaillé pendant dix ans pour le *Daily News*, qui était à l'époque le seul quotidien en langue anglaise. Ces douze dernières années, il a régulièrement livré des articles à la BBC. Aujourd'hui, il édite *Eye Spy*, version tanzanienne du magazine britannique *Private Eye*. Chaque semaine, il anime aussi un débat télévisé très populaire, qui traite avant tout de problèmes sociaux.

On se réveille, mais on ne se lève pas. Pour une raison très simple : dehors, tout est trop cher. Les poches vides, on s'en remet donc à son seul lien avec le monde extérieur, le téléphone mobile.

Tout est calme en Tanzanie. Pas de révolution en vue. Mais il se pourrait que les élections législatives d'octobre suscitent un certain intérêt. Les médias étrangers me demanderont alors de couvrir ces événements.

Je reste donc au lit, écoutant pour la énième fois les nouvelles à la BBC. Le Timor oriental, la lutte pour la terre au Zimbabwe, les derniers jours de Bill Clinton à la Maison-Blanche. Quelque chose de vital me tire du lit : le thé. Pendant des années, j'ai ri de ma vieille grand-mère et de son obsession du thé. À présent, je suis devenu accro moi aussi, sans même savoir comment.

Un sujet intéressant ? L'écosystème des Masai Mara, au Serengeti, est menacé. Le Kenya a un problème de terres cultivables, c'est pourquoi les paysans envahissent la réserve des Masai Mara. De plus, le tourisme de masse perturbe la vie sauvage. À force d'être traqués par les caméras, les animaux souffrent de stress. Voilà un article à vendre à la BBC, qui paie plutôt bien.

Mais ce sera pour plus tard. Mon jeune frère a de la fièvre. Un cauchemar. Il faut de l'argent et c'est justement ce qui manque. Les hôpitaux sont là, mais, de la réceptionniste au médecin, tous ne veulent qu'une chose : de l'argent.

Endommagé par les intempéries d'El Niño, le toit de la maison est percé. Il attendra lui aussi, car je n'ai pas les moyens de le faire réparer. Les travaux coûteraient au moins un million de shillings.

Mon frère se plaint encore : son écolage n'a pas été payé. Mais où diable trouver 500 dollars ?

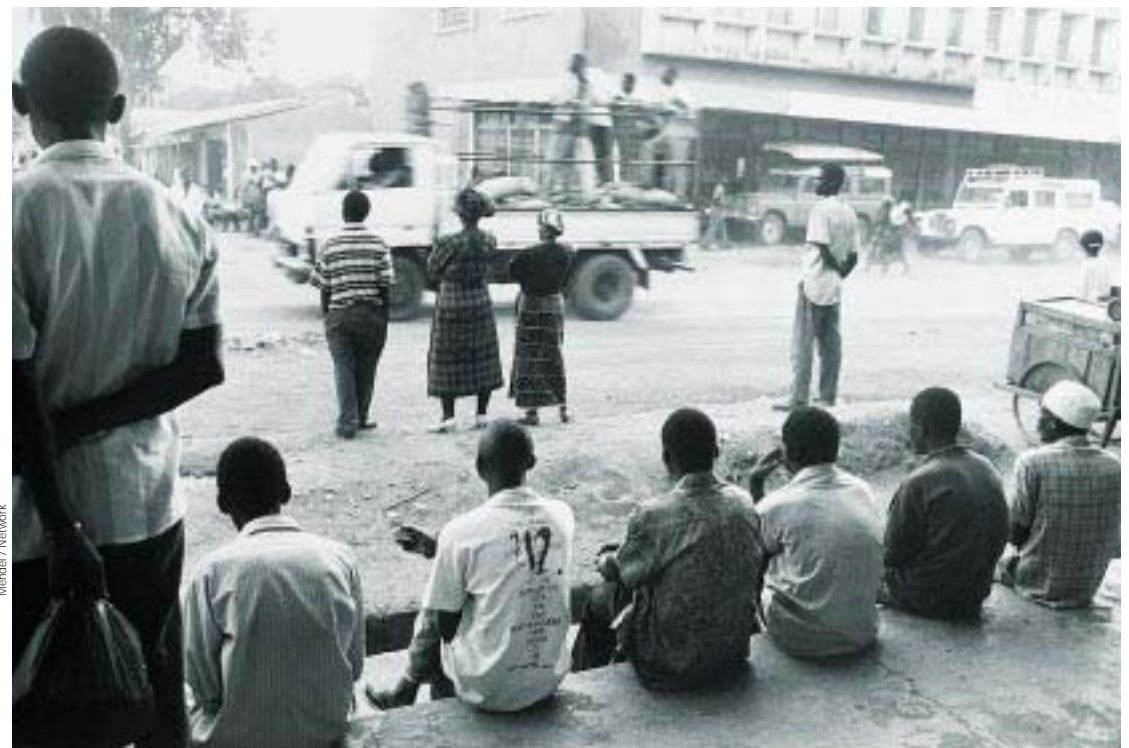
Emprunter ? Le banquier se montre très aimable. Chaque semaine, il suit mon émission à la télévision. Je lui explique qu'il me faut 2000 dollars. Je le rembourserai dès que mon magazine sera lancé. Il écoute, puis parle de nantissement. C'est quoi au juste, un nantissement ? Une maison, une affaire qui tourne, des titres de l'État. Je n'ai rien de tout cela. Alors, le banquier me reconduit gentiment à la porte. Mais rendons grâce à Dieu : je suis à peu près en bonne santé et j'ai une voiture. En route vers d'autres banques, pour essayer de survivre.

Je croise une élégante Mercedes, puis une Toyota 4x4 flambant neuve et encore une Mercedes. Mais où prennent-ils tout cet argent ? Nos dirigeants ne cessent de répéter que la Tanzanie est un pays pauvre. Alors comment font-ils pour vivre dans un tel luxe ? Pourquoi quelques personnes sont-elles si riches et d'autres si pauvres ? Il y a quelque chose qui cloche.

Le gouvernement promet des petits crédits aux petites entreprises. Mais c'est tout ce qu'il fait : il en parle.

On se rend à son club, pour faire comme le gouvernement : parler. Plus tard, on s'offre une séance de gymnastique, histoire d'éliminer le stress. Certes, l'argent fait défaut. Mais on peut faire des projets et espérer que tout ira mieux. Après cela, au lit ! Dormir est ce qu'il y a de moins cher en Tanzanie. Peut-être que quelqu'un appellera pour me proposer un mandat. En attendant, je n'ai pas le sou. ■

(De l'anglais)



Mendel / Network





Iris Krebs

# L'aide humanitaire ne doit pas être un instrument politique

L'aide humanitaire est une tâche qui revient en priorité aux acteurs civils. Les missions de secours doivent être confiées à des unités militaires seulement lorsque les acteurs civils ne sont pas en mesure d'intervenir – c'est souvent le cas dans les situations de guerre. Le recours à l'armée est également justifié lorsque les effectifs civils engagés dans le cadre d'une action coordonnée s'avèrent insuffisants. Ces principes ont été confirmés par les 52 pays (surtout européens et membres de la CEI) et les 25 organisations internationales qui ont participé au Forum de Fribourg.

Cette conférence, qui s'est tenue les 15 et 16 juin, était organisée par l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). La Suisse, pays hôte, était représentée par le conseiller fédéral Joseph Deiss. Le Forum de Fribourg a fait une autre constatation centrale : pour rendre l'aide humanitaire plus efficace, il est nécessaire d'accroître la coopération et la coordination.

Dans ce but, il s'agit en premier lieu de dresser un inventaire des capacités disponibles et de le mettre à la disposition de tous les pays et acteurs concernés. Ensuite, il convient d'améliorer l'organisation institutionnelle de tous les partenaires afin de rationaliser le système international dans son ensemble. Cela suppose une volonté et des crédits appropriés. Il ne sera pas nécessaire de mettre en place de nouvelles structures, mais on aura besoin d'instruments de communication performants et d'acteurs nationaux bien exercés. Pour que la coopération internationale fonctionne dans les situations de crise ou de catastrophe, il faut que les dispositifs soient prêts et que le déroulement des opérations ait été préalablement éprouvé. On ne saurait improviser alors

qu'il s'agit de sauver des vies, de soulager des victimes et d'assurer leur survie. Les secours doivent être portés aux personnes en détresse de façon parfaitement neutre, sans se préoccuper de races, d'ethnies ou de religions, sans conditions politiques ou économiques.

Il est donc essentiel d'éviter que l'aide humanitaire ne soit utilisée à des fins politiques. C'est un principe dont la Suisse s'est fait une règle fondamentale. Les faits lui ont donné raison et le Forum de Fribourg a été une occasion bienvenue de confirmer ce point de vue. Il est de plus en plus reconnu que l'aide humanitaire ne doit pas être instrumentalisée. Le rôle moteur qu'assume la Suisse dans ce domaine correspond à une tradition humanitaire profondément ancrée dans la société et l'histoire de notre pays. Et nous entendons poursuivre à l'avenir cette tradition qui a fait ses preuves.

Walter Fust  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

# Le savoir à la portée

Les technologies modernes permettent d'accéder aisément à une masse croissante d'informations n'importe où dans le monde. Il en résulte de nouvelles possibilités – mais aussi des risques – pour la coopération au développement. La DDC mettra désormais un accent particulier sur ce vaste domaine.



Network / Lookat

## Un facteur décisif

Le Partenariat pour le Savoir mondial (GKP) est issu de la première Conférence sur le Savoir mondial au service du développement, qui s'est tenue en 1997 à Toronto. Le GKP est étroitement lié à la Banque mondiale et il a son siège à Washington. C'est lui qui a organisé, en collaboration avec la Malaisie, la deuxième Conférence sur le Savoir mondial. Elle s'est déroulée du 7 au 10 mars dernier à Kuala Lumpur. L'action du GKP se fonde sur la conviction que le savoir est un facteur décisif pour le développement durable et qu'il constitue une ressource globale, donc exploitable par tout un chacun.

(gn) La deuxième Conférence sur le Savoir mondial au service du développement s'est tenue en mars dernier à Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie. Un millier de participants ont suivi sur écran vidéo le discours que le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, prononçait à Washington. Un signe des temps qui convenait bien au sujet vivement débattu durant une semaine. Il s'agissait en effet d'évaluer les possibilités et les risques que représente l'ère de l'information dans la perspective d'un développement durable.

Que la connaissance et l'éducation soient un moyen essentiel de combattre la pauvreté et le sous-développement n'est pas un fait nouveau. Mais les bouleversements survenus ces dernières années confèrent un intérêt accru à l'aspect « société du savoir ». Internet et la téléphonie mobile semblent donner de la consistance à l'utopie du village planétaire. Ce n'est bien là qu'une apparence. En effet, les nouvelles technologies aux possibilités quasi illimitées restent pratiquement inaccessibles à un grand nombre d'individus, en particulier dans les pays pauvres.

## Un potentiel pour le Sud

La conférence de Kuala Lumpur avait été organisée par le Partenariat pour le Savoir mondial (GKP) en collaboration avec le pays-hôte, la Malaisie. Le GKP, dont fait partie la DDC, veut empêcher autant que possible que les nouvelles technologies aient des effets préjudiciables pour les plus pauvres. Son but est au contraire d'exploiter efficacement le potentiel qu'elles comportent pour les pays du Sud. Il est aujourd'hui évident que les technologies de l'information constituent un facteur de développement décisif.

Le GKP parle de digital divide pour exprimer le fossé croissant entre les gens qui ont accès au savoir, grâce aux nouvelles technologies, et ceux qui sont de plus en plus marginalisés, confinés dans la pauvreté, parce qu'ils n'ont aucun moyen d'y accéder. Il faut enrayer cette évolution afin que les plus démunis puissent

aussi s'abreuver aux sources du savoir mondial. La première mesure à prendre est de créer l'infrastructure indispensable.

L'accès au réseau planétaire est une condition primordiale. Mais il ne suffit pas à résoudre le problème. Ce qui est essentiel, aux yeux de la DDC, c'est la « traduction sélective d'informations pertinentes ». Cela consiste à sélectionner, adapter, traduire, transformer ou interpréter des informations, afin de les rendre véritablement utiles pour le public cible. Exemple : un profane restera perplexe devant la carte météorologique telle qu'elle est diffusée par des ser-



Keystone



# de tous



Gadmer / CIRIC

vices de satellites. Il faudra interpréter ce document scientifique sous la forme de prévisions météorologiques compréhensibles pour les populations concernées.

## Thème transversal

Désormais omniprésentes dans notre vie quotidienne, les nouvelles technologies de l'information sont également devenues plus ou moins indispensables aux activités de coopération. Elles jouent un rôle dans tous les programmes et à tous les niveaux. La DDC entend par conséquent leur accorder à l'avenir l'importance qu'elles méritent: «savoir et développement» devient un thème transversal de premier plan pour son travail.

Il s'agira aussi et surtout de prendre en considération les besoins spécifiques des populations locales. Internet doit non seulement transférer des informations du Nord vers le Sud, mais devenir également un instrument que les déshérités utiliseront pour se faire entendre dans le monde. Ces populations devront être formées de manière à pouvoir tirer parti des nouvelles technologies, en exploiter le potentiel selon leurs propres besoins. Cela signifie en d'autres termes que le réseau reflétera la diversité des cultures locales, des langues et des pré-

occupations. Internet ne saurait être une autoroute à sens unique.

La DDC estime par ailleurs que les nouvelles technologies doivent s'intégrer dans la panoplie des médias plus classiques que sont la radio, la presse écrite et la télévision. Dans ce domaine, la Suisse collabore avec d'autres organismes de développement pour offrir ses compétences dans le cadre de la coopération internationale: la conférence de Kuala Lumpur a approuvé un plan d'action qui définit les principaux domaines d'application durable des nouvelles technologies. La Suisse participera activement à la mise en œuvre de ce plan, dont les thèmes essentiels avaient déjà été évoqués par James Wolfensohn lors de son discours à la conférence: accès aux technologies (access), aptitude à en tirer parti (empowerment) et exploitation correcte de leur potentiel (governance). Le plan d'action mentionne également quatre autres thèmes importants: l'implication des femmes, celle des jeunes, l'intégration du savoir local et celle des médias. ■

(De l'allemand)



Keystone

22

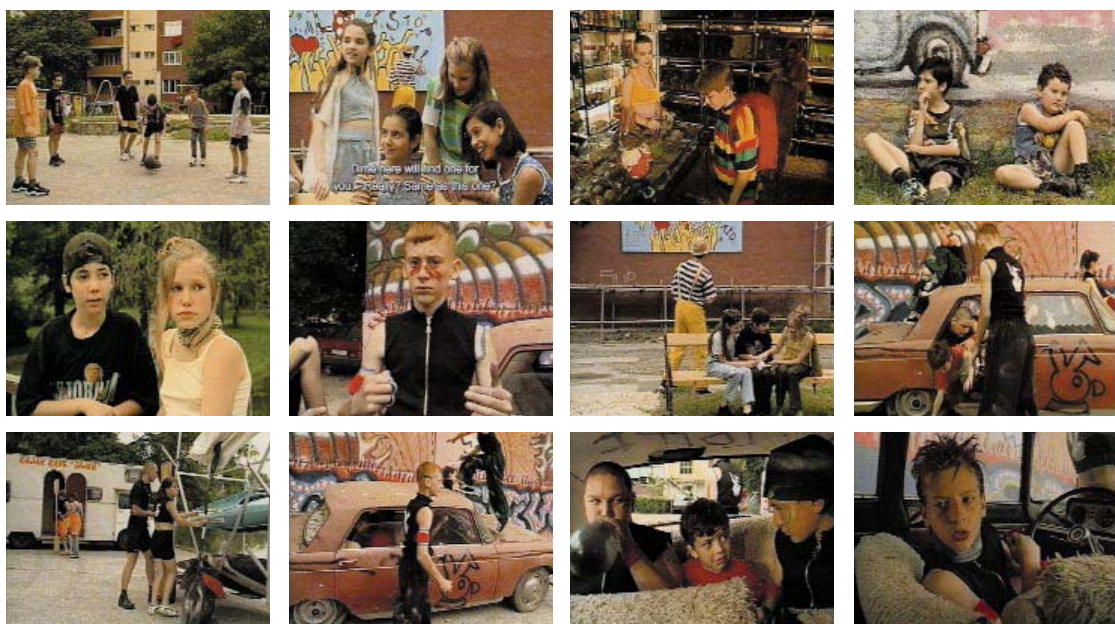
23

# Quand la TV adoucit les mœurs

Dans un pays constamment menacé par la guerre, les enfants ne sont pas forcément nourris au lait de la tolérance. C'est pourtant dès le plus jeune âge que doit s'exercer la cohabitation pacifique de différentes ethnies. Une série télévisée, produite par la société qui a réalisé *Sesame Street*, s'emploie à développer le respect réciproque chez les enfants macédoniens.

## Le succès incite à continuer

Huit émissions de *Nos voisins* ont été diffusées durant la première phase du projet, d'octobre 1998 à décembre 1999. Avec l'appui de quelques professionnels américains, une équipe macédonienne réalise actuellement 26 nouveaux épisodes de la série en langues macédonienne, albanaise, turque et tsigane. Comme pour les huit premiers, c'est le Children's Television Workshop (CTW), de New York, qui en assume la production. CTW est un grand nom de la branche. Ce studio a notamment remporté un succès mondial avec les marionnettes de la série *Sesame Street*.



Images du film

(mr) Dime, neuf ans, est follement amoureux de Biba. Il ferait n'importe quoi pour arracher un sourire à la fillette. Mais les garçons n'intéressent pas la petite citadine macédonienne. Elle préfère de loin manger des glaces et jouer avec ses copines. Qu'inventer pour attirer son attention? Dime vole promptement le lapin d'une camarade d'école. Il veut faire cadeau de cette adorable boule blanche à Biba. Les petits téléspectateurs savent bien que son idée ne peut que mal finir. Par bonheur, il y a dans la cave de la maison de Dime un ordinateur magique dont les bons conseils évitent in extremis une bataille entre bandes de gamins d'origine macédonienne et albanaise.

## Apprendre la cohabitation

Cette série pédagogique destinée au jeune public est intitulée *Nos voisins*. Diffusée en macédonien et en albanaise, elle met en scène des situations de la vie quotidienne dans une société multiculturelle qui, sans être directement impliquée, est néanmoins marquée par la guerre. « Ce projet cofinancé par la DDC

entend promouvoir un esprit de tolérance. Il contribue ainsi à l'entente interethnique et à la prévention de conflits en Macédoine », explique Stephanie Burri, responsable de programmes pour la Macédoine à la DDC. Un quart des habitants sont Albanais et musulmans, tandis que trois quarts sont Slaves et orthodoxes. Depuis le début du conflit qui ensanglante les Balkans, on a toujours considéré la Macédoine comme un territoire clé pour le retour à la paix. Si l'on parvient à y stabiliser la situation, cela aura des retombées positives sur les autres pays de la région.

La série télévisée *Nos voisins* a remporté un succès remarquable. Elle est très appréciée des enfants, aussi bien albanais que macédoniens. Dans un contexte ludique et positif, ils découvrent la langue et la culture de l'autre groupe ethnique. Ils apprennent à trouver des solutions pacifiques aux conflits de la vie quotidienne. ■

(De l'allemand)



## Bureau de coordination à Kiev

(ftg) Le 15 septembre prochain marquera l'ouverture officielle à Kiev du nouveau bureau de coordination conjoint de la DDC et du seco (Secrétariat d'État à l'économie). Pourquoi un « buco » en Ukraine ? Ce choix s'insère dans la nouvelle stratégie de la Suisse pour les pays de l'Est : renforcer la présence sur place de notre coopération internationale, notamment au sein des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) issus de l'ex-Union soviétique. En Ukraine, le bureau de coordination devra accompagner en priorité un large éventail de programmes, allant de la requalification professionnelle pour chômeurs à la réintégration d'anciens déportés de retour en Crimée, en passant par la formation de cadres bancaires. Sans oublier – Tchernobyl oblige – un projet pilote de sécurité nucléaire. Parmi les programmes en perspective, le soutien à la

société civile par un projet média ainsi que la prévention de catastrophes naturelles en Transcarpatie.

## Postes de stagiaires

(dls) Les jeunes universitaires et diplômés de hautes écoles spécialisées ont la possibilité d'effectuer un stage de 18 mois auprès de la DDC ou d'une ONG partenaire. Ils acquièrent ainsi non seulement une vue d'ensemble des objectifs et du fonctionnement d'une telle organisation, mais également une première expérience professionnelle dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Onze personnes ont entamé un stage en janvier dernier. Une partie d'entre elles ont pris leurs fonctions à la DDC, dans différentes sections de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et de la coopération technique avec l'Europe de l'Est. Les autres ont été engagées par Infosud, Terre des Hommes ou la Fondation STEP.

La section du personnel vient de publier Les métiers de la DDC, une brochure qui fournit de nombreuses informations sur les possibilités professionnelles internes. On peut l'obtenir, de même que la documentation nécessaire à une candidature pour le programme de stages, auprès du Centre d'information, de conseil et de formation des professions de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo), case postale 7007, 2500 Bienne 7, tél. 032 365 80 02, info@cinfo.ch

Madame Égalité à la DDC (bf) Depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, Elisabeth von Capeller est chargée de la promotion des femmes au sein de la DDC. Elle doit s'assurer que l'égalité de traitement soit respectée lors de la mise au concours de postes vacants. Elle veille également à une représentation équilibrée des sexes dans les groupes de travail et observe les procédures visant à repourvoir les postes de cadre. Mme von Capeller a

acquis les capacités requises dans le cadre de ses activités professionnelles (relations sociales entre hommes et femmes) et possède une solide expérience personnelle. Elle a fait des études d'ingénierie agronome à l'EPFZ et s'est spécialisée dans la culture de végétaux. Elle a consacré son travail de diplôme à un projet de la DDC sur la protection végétale intégrée dans la culture du riz à Madagascar. Après un séjour au Cameroun pour le compte du Centre international de recherche sur l'agroforesterie (CIRAF), Elisabeth von Capeller a été nommée responsable de projet chez Action de Carême en 1992.

24

25

## Au fait, qu'est-ce que... l'*accountability*?

(bf) Le dictionnaire traduit le mot anglais *accountability* par responsabilité, au sens financier notamment. Dans la coopération, ce terme est utilisé pour désigner la personne ou l'entité responsable – accountable – d'un projet, d'une intervention ou d'un programme. Il peut s'agir d'un gouvernement, d'un ministère, de la Banque mondiale, de la DDC, mais aussi d'un gestionnaire ou du responsable d'un projet. La DDC, par exemple, est accountable devant les Chambres fédérales en matière de lutte contre la pauvreté : elle rend compte de l'exécution de son mandat, de la manière dont l'argent a été investi et des résultats obtenus par rapport aux objectifs qui avaient été fixés.

L'*accountability* est au fond le contraire de l'arbitraire. Elle implique les notions de franchise et de prise en charge, un engagement à assumer des responsabilités, à rendre des comptes et à fournir des explications. Tous les participants au projet considéré peuvent ainsi tabler sur le respect des critères de transparence, de reproductibilité et d'efficacité.

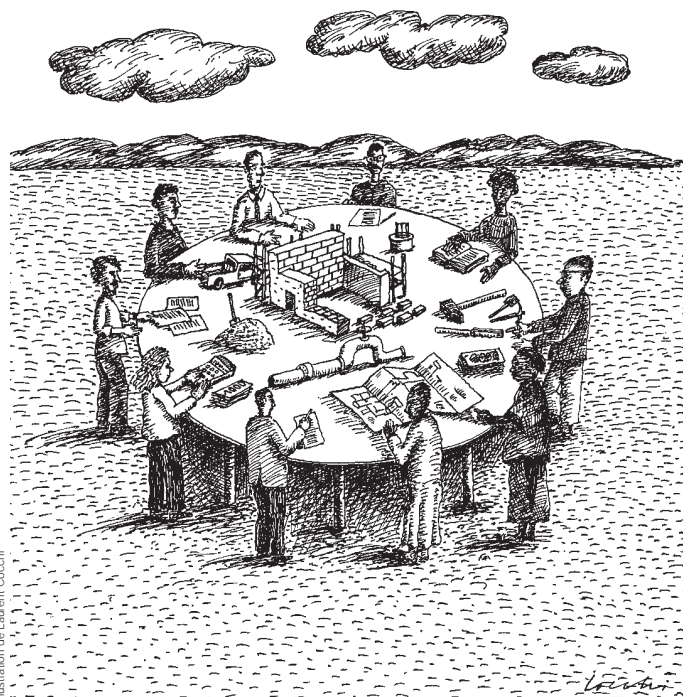


Illustration de Laurent Cocchi

# « Nous travaillons pour les gens, pas pour les gouvernements »

Un puits isolé, dans un pays frappé par la sécheresse, ne contribue guère au développement de la population. Sa présence prend un sens s'il fait partie d'un tout. Voilà l'idée générale qui régit les stratégies de développement actuellement discutées au sein de la Banque mondiale et de la DDC. Bien que cette nouvelle approche semble claire, sa mise en œuvre ne va pas sans mal. Walter Hofer, de la DDC, et Werner Külling, secrétaire général de l'œuvre d'entraide Helvetas, s'expriment à ce sujet. Débat animé par Gabriela Neuhaus.



Walter Hofer



Werner Külling

iris Krebs (2)

tâches. Helvetas, par exemple, limite ses activités internationales à trois domaines: l'infrastructure dans les zones rurales, l'exploitation durable des ressources naturelles, ainsi que la formation et la culture. La principale critique – ou crainte – des organismes privés à l'égard de l'approche sectorielle, c'est qu'elle risque de favoriser la réapparition du paternalisme, selon le dicton « celui qui paie commande ». Nous craignons que la DDC ou la Banque mondiale n'en viennent à dire: « Nous appliquons tel principe. Si les pays en développement veulent quelque chose, ils n'ont qu'à s'y plier. »

**Walter Hofer :** Depuis le milieu des années 90, les milieux concernés s'interrogent sur l'efficacité de la coopération au développement. Ils sont arrivés à la conclusion que les projets ne sont suivis d'effets que s'ils se déroulent dans un « contexte propice au développement », c'est-à-dire lorsque différentes conditions sont remplies. C'est pourquoi l'on tend à s'éloigner des projets pour privilégier une coopération générale ou sectorielle. Le soutien doit être accordé dans un cadre global, sur la base d'une stratégie mise au point pour un secteur entier, tel que la santé publique, la formation ou la promotion de l'économie privée.

**Un seul monde :** Les organismes privés de développement sont sceptiques face à cette approche. Werner Külling, pouvez-vous nous dire pourquoi ?

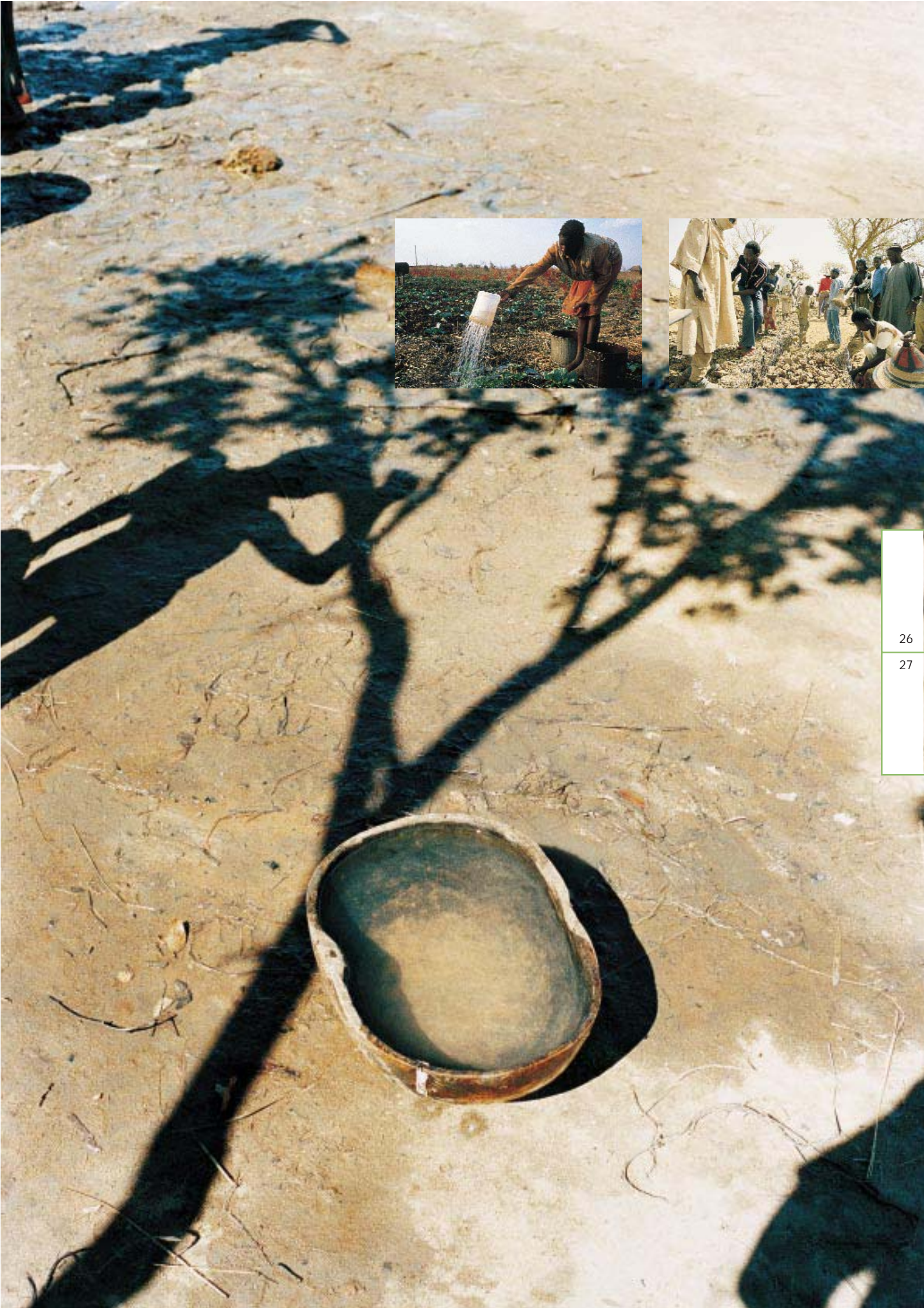
**Werner Külling :** Nous ne remettons pas en cause ce que M. Hofer vient de dire. La coopération au développement est bien sur cette voie. Il y a vingt ans, les organismes privés ont réalisé toutes sortes de projets dans de nombreux pays, sur une base parfois très arbitraire. Il est temps, aujourd'hui, de nous spécialiser et de nous concentrer sur certaines

**Walter Hofer :** Ce risque n'épargne pas les projets. À mon avis, un débat ouvert avec les gouvernements sur les conditions liées à l'exécution d'un programme leur ouvre même de nouvelles possibilités. Ce n'est pas nécessairement nous qui commandons, même si nous payons. Nous sommes prêts à assumer un certain risque et à fournir des prestations préalables lorsque l'autre partie montre qu'elle est prête à faire un effort de son côté, par exemple en matière de bonne gestion des affaires publiques.

**Un seul monde :** Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de programmes sectoriels ?

**Walter Hofer :** Il importe avant tout que la réalisation du programme repose sur un partenariat à long terme, comprenant un dialogue durable sur les politiques et sur les stratégies du pays bénéficiaire. Ce cadre offre à tous les partenaires – aussi bien à la DDC ou à la Banque mondiale (bien plus grande) qu'à Helvetas ou à des organisations plus petites – la possibilité de trouver un domaine d'activité qui corresponde à leur spécialité. Aujourd'hui,









les organismes de développement ne sont plus des touche-à-tout. Chacun doit avoir des connaissances bien précises, qu'il met au service d'un programme sectoriel.

Werner Külling : La coordination des donateurs dans ce genre de programmes pose toujours problème. Il y a autant de politiques de développement qu'il y a de pays et d'organisations. Les réunir toutes sous le même toit n'a rien de facile. Je considère néanmoins comme cruciale la mise en place d'une coordination entre les donateurs. Les différents organismes doivent ensuite s'y soumettre. Il importe que tous les partenaires recherchent des solutions ensemble.

Un seul monde : Amener l'ensemble des donateurs et des bénéficiaires à adopter une politique ou un programme commun, ce n'est pas une mince affaire. Il faut bien que quelqu'un dirige les opérations. À qui incombe cette tâche ?

Walter Hofer : Nous voulons que nos partenaires, les gouvernements des pays concernés, se chargent de la gestion globale. Cela montre à quel point cette approche est ambitieuse : son application exige un minimum de bonne gestion des affaires publiques ainsi qu'une certaine stabilité politique et économique. De plus, la gestion financière du pays doit être empreinte de bon sens et de transparence... Il y a donc une longue série de conditions et nous savons tous que seuls quelques rares pays les remplissent. C'est pourquoi, lors d'une approche sectorielle ou par programme, nous devons toujours nous poser les questions suivantes : « Qu'est-ce qui est possible ou partiellement possible ? Pouvons-nous contribuer à préparer le terrain ? »

Werner Külling : Contrairement à la DDC et à la Banque mondiale, la plupart des organismes privés ne travaillent plus avec les gouvernements des pays bénéficiaires, mais directement avec les organisations non gouvernementales locales, avec des partenaires issus de la société civile. Une approche globale ne doit surtout pas négliger ces institutions. Nous devons tenir compte de leurs idées, de leurs forces, et les intégrer au dialogue. C'est parfois difficile, car dans bien des pays, les organisations de la société civile sont opposées au gouvernement.

Walter Hofer : Je ne vois pas de contradiction fondamentale entre l'approche sectorielle et le choix des partenaires. Comme vous, nous ne travaillons pas pour un gouvernement, quel qu'il soit, mais pour les gens. Le choix du partenaire doit se faire en toute connaissance de cause.

Werner Külling : Mais que faisons-nous dans un pays comme le Cameroun, dirigé par un gouvernement corrompu et répressif ? Le président du plus grand parti d'opposition camerounais était récemment en visite en Suisse. Il a demandé à nos autorités de ne pas verser l'argent de la coopération au gouvernement, car il disparaît systématiquement, mais d'apporter une aide directe à la population défavorisée. Les Camerounais vivent aujourd'hui dans des conditions pires qu'il y a vingt ans. Allons-nous les laisser tomber sous prétexte que leur gouvernement ne respecte pas les conditions globales ?

Walter Hofer : Nous ne considérons pas l'approche sectorielle comme une panacée, mais comme un instrument parmi d'autres. Lorsque les conditions de base ne sont pas remplies, nous devons chercher d'autres voies. Si nous voulons faire quelque chose, c'est que la situation l'exige. Il ne s'agit pas d'opposer programme et projet. La question de fond reste inchangée : qu'est-ce qui est faisable, utile et nécessaire ? Et quel est le meilleur moyen d'atteindre les objectifs du développement ? S'il le faut, nous travaillons aussi de manière ponctuelle, sur des projets, mais toujours avec une vision globale. C'est elle qui détermine d'emblée notre conception sectorielle et les partenaires avec lesquelles nous voulons collaborer. ■

(De l'allemand)



# Multinationales et développement

Au cours des vingt dernières années, j'ai eu le privilège d'observer une profonde mutation de l'opinion publique – et publiée –, mais également de contribuer à cette transformation. En 1981, lorsque je suis devenu délégué du conseil d'administration de Nestlé SA, il était encore très courant de penser que les multinationales étaient occupées à exploiter brutalement les pays en développement. L'invective rituelle à l'égard de ces sociétés était de bon ton dans certaines organisations internationales.

L'entreprise dont je reprenais alors la direction était considérée comme la multinationale par excellence. Mes nombreux voyages dans des pays en développement m'ont révélé que cette manière de diaboliser les grandes sociétés était souvent sans fondement et catégoriquement rejetée sur place. Quantité de pays réservaient au contraire un accueil chaleureux aux investissements directs des grandes entreprises. Je n'ai jamais rencontré un chef d'État ou un ministre de l'économie qui ait critiqué notre présence ou nos activités. Ils savaient que Nestlé n'ouvre des succursales ou des fabriques que si cela correspond aux intérêts à long terme tant du pays d'accueil que de l'entreprise. Ils se rendaient compte que la transformation de produits agricoles en denrées moins périssables constitue une première étape judicieuse du processus d'industrialisation.

En fait, notre société était déjà présente sur tous les continents. Rares étaient les grands pays, en Afrique et en Asie, dans lesquels Nestlé n'avait pas de succursale. En Égypte, au Pakistan, au Bangladesh, au Maroc, au Sénégal, au Viêt-nam et au Cambodge, cette lacune a été bientôt comblée. Puis l'ouverture politico-économique en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Chine, nous a permis d'étoffer encore davantage notre réseau géographique.

Ces implantations ne pourraient avoir lieu sans l'accord et la participation active des autorités

nationales... Partout, nous avons été les bienvenus. Les gouvernements locaux savent bien que les investissements directs de sociétés étrangères constituent un apport durable au développement de l'économie locale, sans pour autant aggraver l'endettement du pays-hôte. Il en résulte des emplois, l'apport de technologies et de produits nouveaux ainsi que l'encaissement d'impôts et de taxes. Mais ces investissements ont surtout pour effet de stimuler l'économie locale. Ils confrontent fournisseurs, commerçants, banques et administrations aux exigences modernes, imposant ainsi des standards internationaux. Une entreprise Nestlé installée en Côte d'Ivoire produit conformément aux normes de qualité et de sécurité qui sont en vigueur partout dans le monde. Une entreprise internationale ne peut se permettre aucun compromis dans ce domaine.

L'implantation d'un établissement de ce genre a toutes sortes de retombées positives. Les concurrents doivent s'aligner sur le plan de la qualité et du service, s'ils ne veulent pas disparaître du marché. Les fournisseurs doivent adapter leurs produits aux besoins d'un client exigeant, mais solvable. Cadres et collaborateurs bénéficient d'une formation à laquelle ils n'auraient pas accès en d'autres circonstances et ils sont préparés de façon ciblée à assumer des responsabilités toujours plus importantes. Cela correspond à un transfert de connaissances qui ne pourrait pratiquement pas être réalisé autrement. Enfin, l'État perçoit des impôts sur l'entreprise et ses employés.

Ce qui précède n'est pas une image d'Épinal, mais la description réaliste d'un processus qui a lieu tous les jours. Et la plupart des pays du monde ont clairement reconnu que ce processus couvre une partie des revendications inhérentes à toute politique de développement. C'est pourquoi nombre de gouvernements ont accepté d'abroger des lois et des réglementations désuètes ou d'inspiration idéologique. Ils ont

renoncé à privilégier les entreprises indigènes et à maintenir, par des décisions administratives arbitraires, un environnement qui a pour effet de décourager les investisseurs étrangers.

Cela requiert un esprit d'ouverture, un système juridique cohérent et moins d'arbitraire étatique. Tous ces éléments sont favorables à l'économie dans son ensemble, ils stimulent le processus de développement. Et cela fonctionne, comme on a pu le constater clairement au cours des dernières années et comme le démontre l'échelle des niveaux de vie dans le monde établie par des organisations internationales. Les pays misant sur l'ouverture sont ceux qui font les progrès les plus rapides. Je ne suis pas étonné que ces pays-là occupent également les places d'honneur dans le domaine des droits de l'homme et des institutions démocratiques. Cette évolution a ramené la discussion sur les multinationales à un niveau plus objectif. De leur côté, les entreprises ont admis qu'un comportement correct et une politique d'information ouverte étaient le seul moyen de balayer les préjugés. Je suis heureux d'avoir pu y contribuer. ■

(De l'allemand)



Keystone

**Helmut Maucher** a été à la tête de Nestlé durant presque vingt ans. Il a renoncé en 1997 à ses fonctions de président et de délégué du conseil d'administration. C'est à lui que le groupe veveysan doit son statut actuel : Nestlé est la première multinationale alimentaire du monde ; ses sociétés de production et de vente sont réparties sur les cinq continents. Né en 1927 dans l'Allgäu (Allemagne), Helmut Maucher est aujourd'hui président d'honneur de Nestlé et membre du comité directeur de la Chambre de commerce internationale, basée à Paris. Après sa « retraite », il continue de voyager beaucoup, notamment dans les pays en développement.

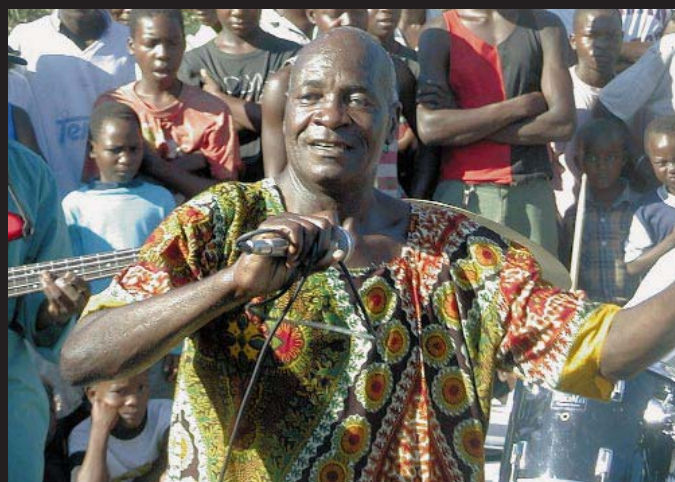


Keystone

# Mariage du rap

Le directeur de l'école est hors de lui : mais qui donc a eu l'idée d'organiser un concert au beau milieu de la journée ? Les classes se sont vidées en un clin d'œil. Tous les élèves dansent au coin de la rue, sur une musique bien plus exaltante que toutes les leçons. Ce groupe s'appelle Mabulu. Il est en tournée en Suisse depuis le 31 août. Un reportage de Jodok Kobelt\* au Mozambique.

CULTURE



Pour voir les musiciens, il faut être assez grand, avoir de la chance ou grimper sur un toit. Ces élèves-là sont alors surpris : c'est un vieux qui chante ! Quand il s'arrête, un jeune rappeur prend le relais. Un véritable dialogue s'établit entre générations et styles musicaux. Cette musique est du rap marabenta. Mais que signifie exactement marabenta ? Certes, ce terme désigne une forme musicale caractéristique du Mozambique, mais ce n'est pas tout. Lisboa Matavel, 61 ans, chanteur du groupe Mabulu, ne sait pas très bien lui-même d'où vient ce nom. Il tente de rassembler ses souvenirs : « Au début des années 60, lorsque je possédais un petit club dans une banlieue

de Maputo, nous jouions de la musique traditionnelle et appelions ce genre marabenta. » Une explication voudrait que ce mot vienne de la danse, qui fait toujours partie d'un concert marabenta traditionnel. En portugais, le terme *rebentar* (éclater) peut désigner le sentiment que l'on éprouve lorsqu'on danse beaucoup et sans se ménager. L'ethnologue Wolfgang Bender propose, lui, une explication plus scientifique : « C'est une musique que l'on danse et qui a les mêmes origines dans toutes les ex-colonies portugaises d'Afrique : l'association de la musique de danse portugaise avec des éléments afro-brésiliens et indigènes. »

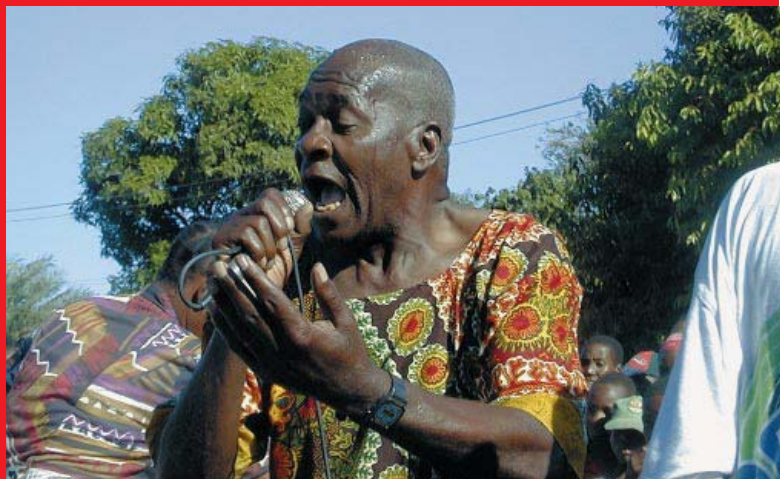
**Musique « bourgeoise »**  
Il faut replacer l'évolution de la musique en général, et du marabenta en particulier, dans son contexte historique. La *musica ligeira* (musique légère) était autrefois l'apanage des colons. Elle n'a été adoptée que par les indigènes vivant dans les agglomérations urbaines. Ainsi, des orchestres de danse sont nés dans les villes, mais ils ont été taxés de bourgeois à l'époque de la révolution et de la guerre civile. Le gouvernement a même essayé d'interdire le genre, arguant que la seule musique de la révolution, c'était le chant des travailleurs. Nombre de musiciens ont alors choisi d'émigrer au Portugal ou en Afrique du Sud, de sorte que les grands

noms du marabenta ont surtout fait carrière en Afrique du Sud, seul pays qui leur offrait des possibilités d'enregistrement. Le vide qu'ils ont laissé au Mozambique a été comblé surtout par des musiciens venus du Zaïre. Comme presque partout ailleurs en Afrique, la musique légère mozambicaine a dès lors été dominée par le highlife et, plus tard, par le soukous.

**Lisboa et Chiquito**  
Lisboa Matavel est venu à la musique relativement tard. Lorsqu'il travaillait comme téléphoniste, il devait parfois transmettre des messages à des musiciens d'Afrique du Sud. Ces contacts ont donné naissance



# et du marrabenta



Roland Hohberg (4)

élève. Leur collaboration est un enrichissement réciproque. Lisboa représente la tradition. Lors des concerts, sa femme et sa fille démontrent que le marrabenta est avant tout une danse. Chiquito, lui, attire le public jeune. Il prouve que la tradition et les styles de musique modernes ne s'excluent pas nécessairement. Tous deux poursuivent le même objectif : avoir du plaisir à se produire sur scène et peut-être, par leur musique, aider la société mozambicaine à se trouver une nouvelle identité culturelle. ■

\* Jodok Kobelt est un journaliste indépendant. Il collabore avec la radio alémanique DRS et d'autres médias.

(De l'allemand)

## Musique au Mozambique

Le groupe Mabulu a été fondé l'an dernier à l'instigation de Promusic, un organisme d'entraide pour les musiciens, dont le siège est à Maputo, au Mozambique. Après la création de Promusic, son directeur, Roland Hohberg, a également remis en état le studio Mozambique Recordings, pour qu'il réponde aux exigences professionnelles. Grâce à ces deux institutions, l'avenir de la musique mozambicaine s'annonce meilleur. La DDC a accordé un soutien financier initial au studio et elle aide Helvetas à financer Promusic.

## Calendrier de la tournée

Durant les mois de septembre et octobre, le groupe Mabulu se produit en Suisse, notamment dans plusieurs écoles, ainsi qu'à l'exposition universelle de Hanovre. Voici les dates de cette tournée, co-produite par la DDC et Helvetas :

31 août : Bienne, conférence annuelle de la DDC  
1<sup>er</sup> septembre : Neuchâtel  
2 septembre : Frick  
6 septembre : Coire  
15 septembre : Winterthour  
16 septembre : Langnau  
29 septembre : Genève  
30 septembre : Sion  
6 octobre : Jona  
7 octobre : Zoug  
8 octobre : Thoune  
12-14 octobre : Hanovre  
27 octobre : Aarau

Pour plus d'informations, consulter la presse locale ou le site Internet [www.africanow.ch](http://www.africanow.ch)

à une collaboration, puis, dans les années 60, à une carrière. Celle-ci fut interrompue par la guerre civile et par l'hostilité à l'égard de toute forme de distraction dans les années qui suivirent. De plus, pour les anciennes générations africaines, la musique n'est pas un métier ou une source de revenus, mais plutôt quelque chose qui fait partie de la vie.

Le rappeur Chiquito, 24 ans, a débuté dans un contexte tout différent. Il a grandi en écoutant des musiques étrangères, dont le rap et le hip hop. Avec son groupe, Mad Level, il a remporté un certain succès dans les villes. Il était vénéré comme une star dans son quartier, alors qu'il allait encore à l'école.

Lorsqu'on lui demande s'il n'a pas envie d'adopter des rythmes traditionnels pour présenter ses acrobaties freestyle, il répond : « J'y ai déjà travaillé, mais pas encore concrètement. »

## Un enrichissement mutuel

Le point commun entre ce jeune rappeur et ce vieux chanteur ?

Les textes de leurs chansons. En effet, tant le marrabenta que le rap évoquent la vie de tous les jours.

Le producteur de Mabulu, Roland Hohberg, souligne :

« Mabulu n'est pas simplement un groupe, c'est un projet. Il veut que les générations se retrouvent, s'écoutent et se comprennent. »

Les deux leaders de Mabulu sont donc alternativement maître et

# Ces villes africaines qui font la musique

L'Afrique vient de faire l'objet d'une campagne de promotion peu habituelle en Suisse. Désireuse de diffuser de bonnes nouvelles acoustiques en provenance du continent noir, la DDC s'est alliée avec une maison de disques lucernoise pour produire le CD *Urban Africa Now*. De Beni Güntert\*.



L'Afrique de l'an 2000 n'est plus une savane pleine de lions, d'éléphants et de cases en paille. Plus de la moitié des 800 millions d'Africains vivent dans des villes! Pas seulement dans ces métropoles torrides de la côte, asphyxiées par le trafic, mais aussi dans les petites villes de l'intérieur où tous cherchent – et trouvent souvent – un moyen de subsistance. Les villes ont beaucoup d'attrait. Il y a du travail, de l'argent, des biens de consommation, et surtout des membres de la famille. Ceux qui ont réussi et ceux qui ont besoin d'aide. La mobilité des gens est extrême: les familles envoient en ville les adolescents et les adultes aptes à travailler. Les intéressés ne se font pas prier pour quitter le village. Tout les séduit en ville: la musique, les

distractions, l'électricité, les possibilités de formation, la vie moderne... Les jeunes n'ont plus envie de lutter contre une nature hostile pour lui arracher de quoi manger, ni d'aller chercher de l'eau à des kilomètres.

## Le règne du piratage

La musique est urbaine. En Afrique, la musique (de danse) est le symbole de la modernité. Les musiciens pop sont des héros. Mais on n'écoute pas que de la musique africaine, les autres sont tout aussi populaires: Céline Dion a autant de succès qu'en Europe et les radios déversent le même flot de black pop. Ces protagonistes se portent mieux que les Africains, même si l'on vend des copies-pirates de leurs CD et cassettes.

Les auteurs de musique ont bien de la peine à lutter contre le piratage en Afrique. Dans bien des pays, ce phénomène a ruiné l'industrie musicale et les compagnies étrangères hésitent à investir. Mais les consommateurs n'ont pas les moyens d'acheter les produits légaux. La DDC a décidé de soutenir la mise sur pied de sociétés de droits d'auteur. Elle y affectera les recettes du CD qu'elle a produit avec la société lucernoise «trace von cod-music».

Grâce à ce CD, *Urban Africa Now*, la DDC veut faire connaître en Europe quelques nouveaux chapitres de l'extraordinaire histoire de la musique africaine: les morceaux originaux que de vieilles radios diffusent dans les cours, les rues et les bals en plein air; les héros locaux qui s'accrochent mais ne connaîtront peut-être jamais la gloire; les «tubes» qui font courir la jeunesse de Johannesburg, Dakar, Lagos ou Ouagadougou. Ce disque illustre la créativité musicale d'un continent multicolore et nous rappelle qu'il existe une autre Afrique. ■

\* Beni Güntert est un collaborateur de la Section médias et communication de la DDC

(De l'allemand)



[WWW.AFRICANOW.CH](http://WWW.AFRICANOW.CH)

## L'autre Afrique

Pour que l'image de l'Afrique ne se résume pas à de gros titres dramatiques, la DDC veut faire connaître en Suisse d'autres aspects, plus positifs, du continent. Elle a décidé de concentrer cette année ses efforts de communication sur l'Afrique. Une vaste campagne d'information a démarré en juillet: affiches, cartes postales, conférence annuelle de la DDC, tournée du groupe Mabulu et CD *Urban Africa Now*. Pour en savoir plus sur l'autre Afrique, consultez le site Internet [www.africanow.ch](http://www.africanow.ch).



## Fonds culturel Sud

(bf) À côté de son aide à la création cinématographique, la DDC soutient la présentation en Suisse de spectacles et d'arts plastiques du Sud. Avec l'organisation Culture et développement, elle avait créé en 1991 un «Fonds du Sud», doté d'un budget annuel de 65 000 francs, destiné à faciliter la réalisation de petites manifestations. Ce fonds a maintenant été augmenté de 45 000 francs et rebaptisé «Fonds culturel Sud de la DDC». Ces moyens accrus vont permettre à Culture et développement d'appuyer également des productions, des festivals et des tournées de taille modeste. La DDC, quant à elle, se concentre depuis le début de cette année sur des projets d'une certaine envergure; elle sponsorise notamment des manifestations telles que le festival de la Pentecôte à Winterthur (Afropfingsten) ou le Paléo Festival de Nyon. Bulletin et informations: Culture et développement, 3000 Beme 7, tél. 031 311 62 60, [www.coordinarte.ch](http://www.coordinarte.ch)

## Un outil contre la pauvreté

(bf) Plus de 900 millions de personnes dans le monde sont sans travail ou sous-occupées. Le Sommet social, qui s'est tenu fin juin à Genève, était consacré à la réduction de la pauvreté, à l'emploi et aux mesures à prendre en matière d'intégration sociale. Dans la perspective de cette rencontre mondiale, la DDC a publié une brochure intitulée *L'emploi – un outil contre la pauvreté*. On y découvre ce que la coopération suisse entreprend pour créer des emplois. Elle soutient par exemple la production de soie en Inde, des centres de formation professionnelle au Pérou ou encore des projets de petit crédit au Bénin et en Bolivie. Pour commander la brochure

«L'emploi – un outil contre la pauvreté»: DDC, Section médias et communication, 3003 Beme, tél. 031 322 31 09, [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)

## Les Bobo-Fing déracinés

(bf) C'est surtout par des danses masquées que l'ethnie paysanne des Bobo-Fing (ouest du Burkina Faso) exprime sa spiritualité. Le danseur devient souvent l'esprit d'un ancêtre et transmet alors un message. Mais comme beaucoup d'autres peuples, les Bobo-Fing sont victimes du pillage de leurs biens culturels. Ces vols affectent fortement les villageois, à en croire Adama Millogo, griot et danseur: «Nous considérons le vol de masques comme la mort de tout un village. Notre dignité et notre honneur sont bafoués. Sans masques, nous sommes comme un arbre sans racines: il dépérit et finit par mourir. Notre existence sur terre, comme dans l'au-delà, n'est plus garantie.» Réunies dans un livre intitulé *Déraciné*, les photographies de Patrick Darlot montrent de manière impressionnante comment le vol de masques et de statues fétiches contribue à couper des ethnies entières de leurs racines. Le livre de photographies «Déraciné – le vol de biens culturels au Burkina Faso» (édition bilingue français-allemand) coûte 30 francs. Distribution: Éditions Musée



Schwab, 2502 Bienne, tél. 032 322 76 03, [muschwab@bielstar.ch](mailto:muschwab@bielstar.ch)

## «Trop de soleil tue l'amour»

(bf) Zamakwé – Zam pour les intimes – est journaliste dans l'une des républiques francophones d'Afrique. Il s'efforce de dévoiler la corruption ambiante, il écrit des articles contre l'exploitation des forêts tropicales. Et il aime Elisabeth – dite Bébête – même si elle le traite d'ivrogne, sans aucun doute avec de bonnes raisons. L'écrivain camerounais Mongo Beti (68 ans) a passé de longues années d'exil en France et fait partie des auteurs classiques de la littérature africaine. Son dernier roman *Trop de soleil tue l'amour* décrit l'Afrique comme un continent dur, grotesque, déchiré. Il raconte cette histoire passionnante, avec un humour caustique et dévastateur qui laisse tout de même poindre ce minuscule espoir: une presse résistante devrait finir par triompher. Mongo Beti: «Trop de soleil tue l'amour», Éditions Julliard, Paris

## Vingtième annuaire

(bf) L'échec de la conférence de Seattle, en décembre 1999, a mis en évidence l'inaptitude du système économique mondial à réduire les inégalités et à promouvoir la participation des pays en développement. Il y va de la

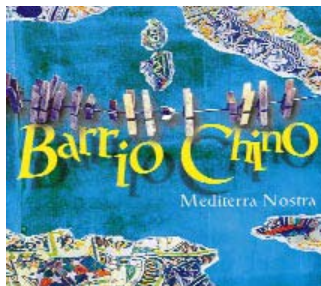
crédibilité du Nord vis-à-vis du Sud. Pour que celle-ci soit garantie, il faudrait que le Nord harmonise sa propre politique commerciale avec celle qu'il préconise à ses partenaires du Sud. L'Annuaire Suisse-Tiers Monde 2000 est centré sur le thème d'une meilleure cohérence des relations entre la Suisse et les pays en développement. Paraissant pour la vingtième fois, l'annuaire couvre une multitude d'aspects de ces relations. C'est un précieux ouvrage de référence pour toutes les personnes qui s'intéressent à la politique de développement.

Versions française et allemande en vente dans les librairies ou à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), tél. 022 906 59 50

Mal de mer sur un arc-en-ciel

(er) Salsa, flamenco ou fado? Ou alors est-ce du raï, du folklore arabo-andalou, de la rumba orientale? Ces mélodies nous viendraient-elles peut-être des Tsiganes ou des Séfarades?

Voilà une musique proprement inclassable! Barrio Chino est un groupe marseillais plutôt tumultueux. Il se compose de Gil Aniorte-Paz, un pied-noir espagnol, de ses enfants et de sa sœur Sylvie, chanteuse. Ensemble, ils créent un fascinant arc-en-ciel musical. Celui-ci s'étend non seulement au-dessus de la Méditerranée, comme paraît le suggérer le titre de leur CD, *Mediterra Nostra*, mais jusqu'en Amérique latine, grâce à une étonnante virtuosité instrumentale et vocale. Un ahurissant périple qui donne presque le mal de mer. Mais ce croisement méditerranéo-antillais rappelle aussi le souvenir nostalgique d'une côte rafraîchie par la brise, les senteurs des salons de thé maghrébins, l'animation bariolée des venelles portuaires –



par exemple celles du Barrio Chino, le quartier chinois de Barcelone.

Barrio Chino: «Mediterra Nostra» (Meldom/Disques Offices)

Pavarotti asiatique

(er) La percussion nous entraîne dans un swing formidable, encore souligné par une guimbarde et une contrebasse originaires de la République russe de Touva. Quant aux accents mélodiques, ils sont donnés par une harpe mongole et un violon aux cordes en crin de cheval. Et par-dessus tout cela, le haute-contre Albert Kuvezin émet un flot de sons inouïs, du plus subtil au plus profond, en karigiraa, la langue touva. Kuvezin, le «Pavarotti asiatique», vient de cette région de Sibérie méridionale, aux frontières de la Mongolie. Ce guitariste et contrebassiste classique a fondé le trio Yat-Kha il y a cinq ans. Son premier CD, *Yenisei Punk*, est immédiatement apparu dans les catalogues européens de world music, comme l'album actuel, intitulé *Dalai Beldiri*. Celui-ci a été réalisé avec une équipe de trois percussionnistes presque rock et groove: c'est typique d'Albert Kuvezin, un nomade entre musique traditionnelle et



contemporaine.

Yat-Kha: «Dalai Beldiri» (Wicklow/BMG)

Ouvrages primés

(bf) Le prix Planète bleue, qui récompense du matériel didactique de grande valeur, est décerné tous les deux ans par la Fondation Éducation et Développement. Cette année, le premier prix de 8000 francs a été remporté par Zünder (amorce ou détonateur, en français), un journal pour les jeunes qui paraît six fois par année. Après avoir examiné 23 documents d'enseignement, le jury a estimé que Zünder répondait à tous les critères de l'apprentissage global. Il aborde des thèmes comme les échanges Nord-Sud, le pluralisme culturel, la paix, les droits de l'homme ou la durabilité. Et il les traite dans une perspective pédagogique globale. Le deuxième prix, d'une valeur de 2000 francs, est allé à l'ouvrage *L'enfant et le pangolin au pays des crocodiles* (Éditions Loisirs et Pédagogie, Lausanne), qui s'adresse aux enfants de 6 à 10 ans. Il prend l'exemple d'un courageux adolescent africain pour traiter, dans une langue adaptée à l'âge des lecteurs, des sujets tels que les gouvernements despotiques, l'exil et la solidarité. Informations: Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, 1000 Lausanne 13, tél. 021 612 00 81

Trois éclairages sur l'ONU

(dg) Trois films sur le même thème: comment des habitants du Proche-Orient, d'Afrique et d'Asie tentent de survivre, des années durant, dans des régions en guerre. Soit ils s'enfuient de chez eux pour affronter un avenir incertain dans les pays voisins, soit on les déplace de force. L'incertitude qui se prolonge indéfiniment, la perte de membres de leur famille, le mal

du pays sont autant de tortures psychiques. Ces trois films éclairent de différentes manières le rôle joué par l'ONU.

Intezaar: 700 000 personnes vivent à Al Shati, un des huit camps de réfugiés de la bande de Gaza; le réalisateur nous fait visiter ce camp dans lequel il a grandi.

Le soleil brille toujours: dans les environs de Malanje, chef-lieu de province dans le nord-est de l'Angola, le terrain est complètement miné. Les habitants de la région dépendent presque entièrement de l'ONU pour leur ravitaillement.

L'histoire de la famille Tan: après avoir passé 13 ans dans un camp de réfugiés en Thaïlande, cette famille cambodgienne a retrouvé sa patrie et vit dans l'un des nouveaux villages de développement.

Ces trois films de Rashid Masharawi, Mariano Bartolomeu et Rithy Panh (La Sept-Arte / Formation Films 1994/95) durent chacun 30 minutes.

Information et conseils:

Films pour un seul monde, Berne, tél. 031 398 20 88, [www.filmeewelt.ch](http://www.filmeewelt.ch)



# Annuaire

## Conférence annuelle

Le Mozambique incarnera «l'autre Afrique» lors de la conférence annuelle de la coopération suisse au développement. La DDC et le seco présenteront les perspectives de ce «modèle de développement» et les possibilités qu'offre la coopération helvético-mozambicaine. Les participants entendront notamment le conseiller fédéral Joseph Deiss ainsi que deux personnalités mozambicaines, Luisa Diogo, ministre des finances et de la planification, et Mia Couto, écrivain. Le soir, un concert double (gratuit) sera retransmis sur DRS 3. Sur scène: le groupe mozambicain Mabulu, qui donnera sa première représentation en Suisse, et le groupe suisse The Shoppers. On baptisera à cette occasion le CD Urban Africa Now, édité par la DDC.

Bienne, Palais des Congrès, 31 août

## Programme du cinfo

Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo) organise diverses manifestations: Forum 2000 : plus de soixante organisations et institutions fourniront des informations sur les professions de la coopération internationale, en examinant les possibilités, les exigences, la formation et la formation continue, les possibilités pour les jeunes et la politique de coopération. Des

exposés porteront sur le thème «Coopération internationale – Un nouveau défi pour les organisations et leur personnel». Bienne, Palais des Congrès, 9 septembre

Journée d'information sur la coopération internationale – l'offre et la demande. Bienne, siège du cinfo, en allemand le 4 novembre et en français le 18 novembre.

Pour de plus amples informations: [www.cinfo.ch](http://www.cinfo.ch) ou secrétariat du cinfo, tél. 032 365 80 02

## Femmes au Niger

L'exposition de photographies «Femmes au Niger» propose des portraits de femmes peu ordinaires. Elle fait référence au programme de développement de la Suisse au Niger. Informations: [www.africanow.ch](http://www.africanow.ch) Beme, Käfigturm, jusqu'au 11 septembre

## Remixer le monde

C'est un événement totalement nouveau, qui se fonde sur les échanges culturels entre le Nord et le Sud. «Remix the world» ne comprend pas seulement des concerts live, un marché et des ateliers conventionnels. Il va plus loin. À côté des groupes de musique, il invite aussi des remixeurs et des DJ venus de l'hémisphère sud ou qui travaillent avec du matériel provenant du Sud. Des remixages effectués en direct

par des professionnels, des postes de remixage pour les débutants et pour les amateurs plus avancés, ainsi que des ateliers favoriseront un échange actif entre le Nord et le Sud. Lucerne, Schüür, du 21 au 23 septembre

## Festival Integration

Cette année encore, le «Festival Integration» a opté pour la culture africaine. Au programme: des ateliers, des animations pour enfants, des concerts (avec notamment Les Go de Kotéba et du reggae), des spécialités culinaires du monde entier, etc. Zurich, Zeughaus 5, du 8 au 10 septembre

[www.africanow.ch](http://www.africanow.ch) (urns/gnt) La campagne d'information «Africanow» de la DDC a démarré en Suisse au mois de juillet. Des affiches, le CD Urban Africa Now, des manifestations culturelles ainsi que la tournée de Mabulu et des cartes postales (voir encarté) mettent en évidence «l'autre Afrique». Pour contrebalancer les informations tragiques – pauvreté, guerre, famine ou sida – qui nous parviennent quotidiennement du continent noir, la campagne met l'accent sur ses côtés lumineux, sur les événements politiques, économiques et sociaux qui sont porteurs d'espoir. Elle s'appuie en outre sur le site Internet [www.africanow.ch](http://www.africanow.ch), qui regorge de

nouvelles encourageantes et d'informations présentées de manière pratique et agréable, à l'intention d'un public jeune. La navigation est aisée entre les rubriques «Info», «Show up / Events» et «Pays». Elle permet de se familiariser de façon divertissante avec différentes facettes du continent et de découvrir tout ce qui le lie à la Suisse. Ce site propose en outre de nombreux liens intéressants aux internautes qui voudraient en apprendre davantage.



## Impressum :

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

## Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



## Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable) Catherine Vuffray (vuc) Sarah Grosjean (gis) Andreas Stuber (sbs) Reinhard Voegelé (vor) Joachim Ahrens (ahj) Gabriella Spirli (sgb) Beat Felber (bf)

## Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production) Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr) Jane-Lise Schneeberger (jls)

## Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

## Photolithographie :

City Comp SA, Morges

## Impression :

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

## Reproduction :

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

## Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 34 40 Fax 031 324 13 48 E-mail: [info@ddc.admin.ch](mailto:info@ddc.admin.ch)

26139 Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 50 000

Couverture : Krzysztof Miller / Gazeta / Vu

Internet : [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## «Un seul monde»

### Coupon de commande et de changement d'adresse

• Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.  
Je voudrais recevoir..... ex. en français,..... ex. en allemand,..... ex. en italien.

• Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 3/2000 de «Un seul monde»: ..... exemplaire(s) en français,..... exemplaire(s) en allemand,..... exemplaire(s) en italien.

• J'ai changé d'adresse

Nom et prénom :

Éventuellement institution, organisation :

Adresse (en majuscules) :

N° postal, localité :

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à : DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.

34

35

